front rouge

organe central
du
Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

N° 141 — 14 JANVIER 1975 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18 — 2,00 F

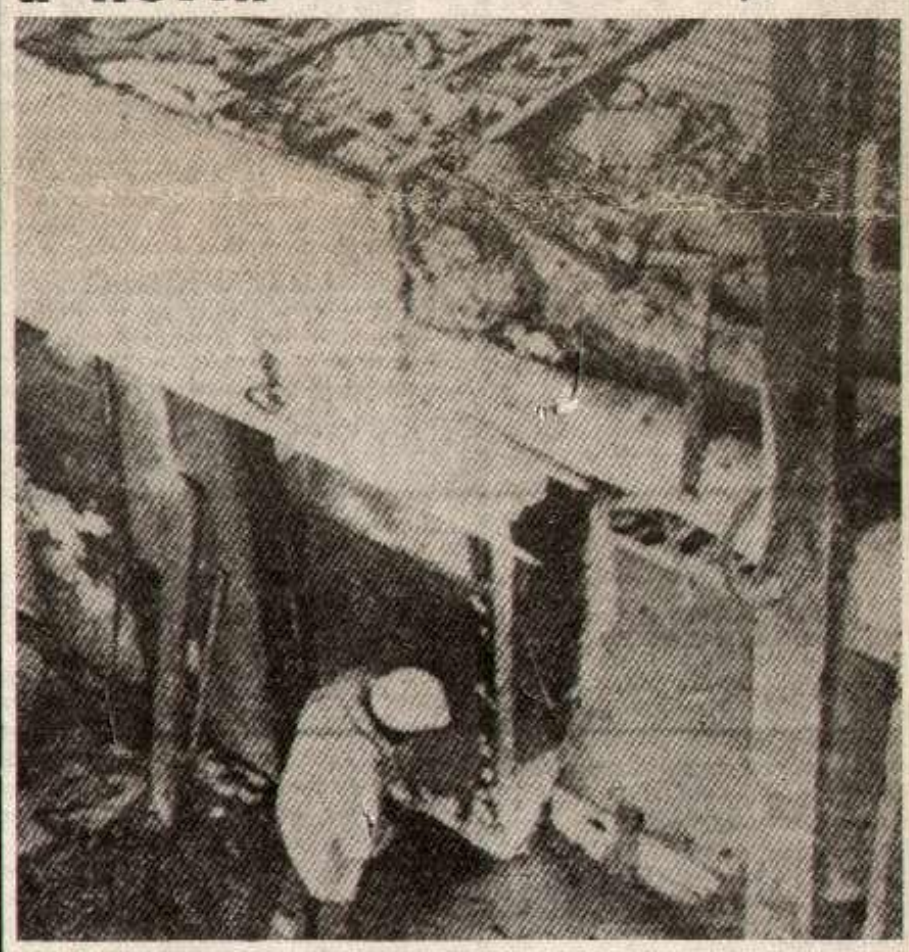
A L'OFFENSIVE CONTRE LE CHOMAGE !

plateforme du p.c.r.(ml) contre le chômage

p 2-3

en avant vers la tenue d'un tribunal populaire à liévin

p 4-5



bâtiment : CAPITAL ASSASSIN !

p 5

EXTRAIT DU DISCOURS PRONONCE PAR CHOU EN LAI A L'ASSEMBLEE POPULAIRE NATIONALE

p 8

A L'ACTION

PLATE-FORME DU PCR(ml) CONTRE

La liste des ouvriers en chômage total ou partiel ne fait que s'allonger:
- par branches d'industrie: textile, bâtiment et automobile particulièrement. Citroën, par exemple, non seulement maintient les 2950 licenciements annoncés mais y ajoute 2 jours de chômage. General Motors à Gennevilliers annonce une période de chômage du 10 au 21 février 75.
Renault annonce, elle aussi, des journées chômées.
- par régions entières: 35.000 chômeurs dans les pays de la Loire; 700 travailleurs licenciés, 12.000 touchés par des diminutions d'horaire, 13.000 en chômage partiel ou congés forcés dans l'Aisne; 50.000 personnes en chômage partiel ou total dans la région Rhône-Alpes. Pour ne citer que quelques exemples.

Mais, cette montée du chômage, loin d'affaiblir la combativité de la classe ouvrière entraine une riposte de plus en plus forte.

- **Une riposte immédiate.** Ainsi, par exemple dans l'automobile, chez General Motors à Gennevilliers, les ouvriers qui ont déjà perdu un mois de salaire l'an dernier à cause du chômage partiel, débrayent immédiatement contre une nouvelle période de congés forcés. Chez Ferrodo, à Amiens, les ouvriers occupent les ateliers quand la direction, qui avait déjà fermé l'usine entre Noël et Jour de l'An, annonce un nouveau jour de chômage, et exigent le retour aux 40 h. sans perte de salaire, l'indemnisation à 100 % des journées perdues.

- **Une riposte massive:** contre le chômage qui frappe durement leur région, les ouvriers s'unissent dans la lutte. Ainsi, dans les pays de la Loire, une manifestation à réuni le 21 janvier à *Nantes les ouvriers les plus engagés* dans la lutte: les ouvrières de Big Chief (La Roche s/Yon) qui occupent leur usine de confection depuis le 6 janvier pour s'opposer à 700 licenciements; les ouvriers de Périer à Cholet, de la SNIAS (St Nazaire), de la SEMN-Caravelair (Trignac) qui, après leur grève contre la fermeture en mars-avril 74, reprennent la lutte pour obtenir l'embauche effective des 850 travailleurs, alors que 450 seulement travaillent actuellement.

- **Une riposte massive à l'échelle de tout un groupe.**
Contre les 522 licenciements annoncés officiellement chez Chapuzet (installations sanitaires, 470 chantiers, 2500 salariés) à la suite de l'accord de reprise en gérance par SAE Montenay et Nessi, la grève avec occupation a été reconduite dans toutes les succursales en France. Le 21 janvier, des manifestations ont eu lieu à Paris et à Bordeaux où se regroupaient aussi les ouvrières de la fabrique d'imperméables Beauvais qui occupent depuis plus d'une semaine, contre la fermeture de leur usine.
Contre la direction des Compteurs Schlumberger qui veut supprimer 516 emplois, les ouvriers de l'usine de Montrouge débrayent quotidiennement et manifestent dans la rue, ceux d'Abbeville bloquent depuis plus d'une semaine la sortie des produits.
Contre la direction de la CII (Compagnie Internationale pour l'Informatique) pour la garantie de leur emploi, les travailleurs de Toulouse, après avoir organisé 2 manifestations à la mairie et à la Préfecture sont montés à Paris à 400 pour manifester devant le ministère de l'Industrie. Face à la bourgeoisie qui avait massivement mobilisé ses flics pour empêcher toute marche des travailleurs vers le ministère, puis vers l'Elysée, les travailleurs de Toulouse ont été rejoints par des travailleurs venus des succursales CII de Velizy, Louveciennes, les Claies.

Si, au chômage de plus en plus massif organisé par la bourgeoisie, les travailleurs ripostent de leur côté massivement par des luttes dures comme les occupations d'usine avec des manifestations dans la rue, ils savent qu'ils engagent des luttes de longue haleine. Chez Manuest, chez Piron à Bretoncelles, chez Fantasia à Lyon, les ouvriers occupent depuis deux mois et plus. Chez Buda, usine textile de Toulon, les 60 ouvrières payées au SMIC occupent leurs ateliers depuis le mois d'août 74 où leur usine a été mise en liquidation. Le 17 janvier, elles s'opposent à une saisie sur ordre du tribunal et réussissent à sauvegarder le matériel. Les tanneurs d'Annonay, les ouvrières des biscottes Gringoire à Mantes la Jolie en sont à leur 7ème mois d'occupation. Pour tous ces travailleurs, l'exemple des Lip qui ont obtenu victoire au bout de 9 mois est la preuve qu'on peut faire cèder la bourgeoisie.

Le 26/1/75.

1. Le chômage, maladie inévitable du capitalisme
Le chômage est une maladie inévitable du système capitaliste, même lorsque celui-ci est en expansion, les modernisations, les perfectionnements techniques, les restructurations, les fusions et concentrations, provoquent licenciements, faillites et diminution d'effectifs. D'autre part, le capitalisme a toujours besoin de disposer d'un volant de chômage suffisant pour maintenir une pression sur les salaires.
Aujourd'hui, les difficultés économiques croissantes de l'impérialisme français, provoquées par l'exacerbation de la concurrence inter-impérialiste, accentuées par la hausse du coût des matières premières, impose à celui-ci des choix politiques et économiques nouveaux.
▶ Limiter la consommation intérieure : **il s'agit de limiter la consommation des masses, soi-disant de manière à freiner le taux d'inflation. Le blocage des salaires alors que la hausse des prix est incessante, permet d'imposer cette mesure . Mais celle-ci provoque la faillite ou la réduction de production d'un nombre croissant d'entreprises liées à la consommation des masses (alimentation, textiles, électro-ménager, etc...).**
▶ Le redéploiement des industries d'équipement : **en même temps, la bourgeoisie s'efforce de restructurer les industries produisant des biens d'équipement, destinés à l'exportation, dans le but d'équilibrer sa balance commerciale et de drainer des devises provenant des autres pays impérialistes et surtout des pays producteurs de pétrole (pétrodollars). Par la restriction de crédit, elle liquide les secteurs jugés peu rentables. Sous prétexte de non rentabilité, elle liquide également des secteurs importants (mines,...). Parallèlement, elle favorise la modernisation et la restructuration des industries destinées à l'exportation, et elle construit carrément des usines dans d'autres pays (Tiers Monde) où la main d'œuvre est moins chère.**
Toutes ces mesures s'accompagnent de fermetures, licenciements, compression d'effectifs.

CONCURRENCE, PROFIT CAPITALISTE = CHOMAGE

Révisionnistes du P«C»F, réformistes du PS, prêts à gérer le chômage.
Pour le P«C»F et le PS, le problème du chômage peut se résoudre dans le cadre du système capitaliste :
- **en donnant la retraite à 60 ans**
- **en réduisant la semaine à 40 heures**
- **en réglementant les licenciements et reclassements**
- **en réorientant l'économie capitaliste dans la production de bien de consommation, marché qui serait alimenté par les hausses de salaires prévues par le programme commun (1.500 F mini ? !!!).**

Face à la montée du chômage actuel, les directions confédérales des syndicats CGT et CFDT appliquent les propositions du PS et du P«C», c'est à dire qu'elles acceptent la logique capitaliste de la rentabilité et ses conséquences.
Elles acceptent les licenciements à condition que les licenciés soient reclassés, elles négocient sur le bien fondé et les conditions de licenciements, mais elles ne refusent pas le principe même des licenciements. Au contraire, par la revendication «du droit de véto suspensif sur les licenciements», elles revendiquent le droit de participer à la politique de licenciements de la bourgeoisie.
Ces positions ne visent qu'à gérer mieux la société capitaliste, alors que les difficultés croissantes de l'impérialisme français ne sont que la conséquence du système capitaliste qu'il faut détruire. Ces positions aboutissent à capituler devant le chômage et la crise du capitalisme, à accepter la collaboration de classe avec la bourgeoisie pour sortir de cette crise. C'est pourquoi révisionnistes du P«C»F et réformistes du PS et leurs agents à la tête des syndicats, au lieu d'engager une lutte conséquente contre le chômage, envisagent simplement des journées d'action sans lendemain, et se donnent comme perspective de préparer la prochaine bataille électorale où ils pourront alors mieux gérer le capitalisme et sa crise.
2. A l'offensive contre le chômage
En Janvier, l'Agence Nationale pour l'Emploi, a recensé près de 700.000 demandes d'emploi non satisfaites, ce qui doit porter le nombre des chômeurs au dessus du million.
Devant cette situation, nous devons engager une lutte résolue contre le chômage, partout où il y a des licenciements, dans les usines, devant les ANPE, devant les bureaux d'intérim, pour aboutir à une bataille d'ensemble de toute la classe ouvrière contre la politique de crise de la bourgeoisie. Par cette bataille, des millions de travailleurs prendront conscience de la nécessité de la révolution prolétarienne et de l'instauration d'une société socialiste sans chômage, le pouvoir des ouvriers et paysans.
Examinons tout d'abord qu'elles sont les différentes formes de chômage :
▶ Les chômeurs recensés : **ce sont d'abord les jeunes qui sont touchés, ceux qui, à la sortie du CET ne trouvent pas à s'embaucher. Pour camoufler ces dizaines de milliers de jeunes chômeurs, le gouvernement envisage même d'organiser en 1975 des stages payés de formation professionnelle. En attendant ces mesures illusoires, des milliers de jeunes sont obligés de quitter leur région, espérant trouver du travail ailleurs, des milliers recourent à l'intérim travaillant souvent quelques jours ou quelques semaines avant de se retrouver dans les files d'attente des ANPE. Les jeunes sont souvent également les premiers touchés par les licenciements collectifs.**
- **DU TRAVAIL POUR LES JEUNES ! DANS LEUR REGION !**
- **JEUNE CHOMEUR INSCRIT= CHOMEUR SECOURU**

A cela s'ajoute les milliers de travailleurs licenciés des entreprises, principalement des PME qui font faillite ou déposent leur bilan. Cela touche les secteurs de production les plus arriérés, faiblement concentrés, vétustes, comme le bâtiment (Astre, Thireau-Morel, Stribick, Bâtir, Chapuzet, etc...) ; mais aussi des secteurs de production très concentrés et modernes, mais qui se heurtent à un marché saturé, du fait des restrictions apportées par le capitalisme à la consommation des masses par la hausse des prix. C'est le cas de l'automobile, Citroën notamment qui annoncent 2.700 licenciements, qui a déjà réduit ses effectifs de 10.000 travailleurs depuis le début 1974. Les rapprochements de Peugeot et Citroën, de Saviem et Berliet, amèneront à coup sûr d'autres licenciements.
Dans d'autres secteurs liés à la consommation des masses (électro-ménager, alimentation, habillement), la hausse incessante du coût de la vie va entrainer de nouvelles fermetures, réductions d'horaires et diminutions d'effectifs. Les patrons utilisent aussi les brimades, la surcharge des postes de travail pour contraindre des travailleurs à quitter leur emploi, ce sont des licenciements camouflés qui ne coûtent rien au patron (pas d'indemnités).
- **NON AUX LICENCIEMENTS !**
- **CONTRE LES LICENCIEMENTS, OCCUPONS NOS USINES !**
- **SEMAINE DE 40 H IMMEDIATES, SANS DIMINUTION DE SALAIRES!**
- **LA RETRAITE A 50 ANS POUR LES FEMMES, 55 POUR LES HOMMES, PAYEE AU MOINS AU SALAIRE MINIMUM DES TRAVAILLEURS (1.700 F actuellement)**
- **BAISSE DES CADENCES**

▶ Le chômage partiel
Parallèlement au recours massif au chômage total, les patrons développent le chômage partiel pour dégonfler leurs stocks, soit en réduisant les horaires (jusqu'à 32 heures dans certaines entreprises textiles), soit par des journées chômées. C'est ainsi qu'entre Noël et le 1er janvier, de nombreux travailleurs de l'industrie automobile, de ses sous-traitants, du textile, de l'électro-ménager, de la chimie, se sont retrouvés «en vacances» avec un salaire ne dépassant pas 60 à 80% du salaire normal.
Ne sont pas reconnus comme chômeur partiel par la bourgeoisie, les femmes de ménage, les employés à mi-temps, les paysans n'ayant pas suffisamment de terres, les ouvriers agricoles saisonniers, les vieux travailleurs mis à la retraite avant l'âge légal pour raisons économiques et ne touchant qu'une partie de leur pension.
- **PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES CHOMEES !**
- **DIMINUTION D'HORAIRE SANS DIMINUTION DE SALAIRE !**

▶ Les contrats de travail à durée limitée
Ce procédé est utilisé massivement pour les travailleurs immigrés et de plus en plus pour les femmes et les jeunes. La durée des contrats varie de 1 mois à 1 an selon les besoins de l'entreprise et la combativité de l'ouvrier sous contrat. Les travailleurs licenciés en fin de contrat ne touchent aucune indemnité et le licenciement est légal sans possibilité de recours. Seule la solidarité des ouvriers embauchés peut empêcher ces licenciements.
- **SUPPRESSION DES CONTRATS DE TRAVAIL A DUREE LIMITEE !**
- **EMBAUCHE IMMEDIATE ET DEFINITIVE DES OUVRIERS SOUS CONTRATS !**
- **TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRES, MEMES DROITS !**

▶ L'intérim
Les bureaux d'intérim emploient également principalement des jeunes, des femmes, des immigrés. Le travailleur intérimaire (contrat de travail à durée indéterminée) n'a aucune sécurité d'emploi ; il peut être licencié à tout instant, sans préavis, est utilisé dans les entreprises pour augmenter les cadences, il n'a aucun droit de revendiquer à l'usine, pas le droit de grève et est souvent complètement coupé des travailleurs de l'usine (mission souvent très courte) et son salaire est généralement très faible.
L'intérim est de plus un moyen de masquer le chômage.
Par les contrats de travail à durée limitée et l'intérim, la bourgeoisie a réussi à neutraliser pour une partie importante des ouvriers, l'essentiel des lois les protégeant contre les licenciements, lois conquises par la lutte de la classe ouvrière.
- **BUREAU INTERIM = NEGRIER MODERNE !**
- **SUPPRESSION DU TRAVAIL INTERIMAIRE !**
- **EMBAUCHE IMMEDIATE DES INTERIMAIRES QUI LE DEMANDENT !**

▶ L'indemnité d'attente de 1 an
La bourgeoisie mène grand battage sur l'accord du 14 octobre prévoyant une indemnisation à 90% pendant 1 an des travailleurs licenciés pour motifs économiques. Cet accord, s'il était effectivement appliqué, serait effectivement un acquis important pour la classe ouvrière. Il convient toutefois de dénoncer les aspects mensongers de cet accord et ces limites.
- **Tout d'abord, cet accord ne s'applique pas à tous les travailleurs, le terme «licenciements économiques» n'est pas défini, les travailleurs ayant moins de 6 mois dans le régime ASSEDIC, les travailleurs ayant plus de 60 ans, les ouvriers sous contrats à durée limitée, les intérimaires n'y ont pas droit, ce qui revient en fait à ne reconnaître qu'une partie infime et à diviser les travailleurs en deux catégories.**
- **le travailleur licencié et ayant droit devra passer, tous les 3 mois, devant une commission paritaire composée de 5 représentants patronaux et 5 représentants syndicaux (1 C.G.T., 1 C.F.D.T., 1 F.O., 1 C.F.T.C., 1 C.G.C.) en cas de ballotage l'indemnité sera supprimée. Ce qui revient à dire que l'indemnité ne sera pas de 1 an *mais de 3 mois.***
- **Exigeons que cet accord s'applique à tous les travailleurs licenciés**
- **Exigeons qu'il s'applique réellement pendant un an au moins.**

3. Les chômeurs et les ouvriers actifs doivent s'organiser pour un combat commun
Les ouvriers de Lip qui sont maintenant tous réembauchés, ont prouvé après une lutte de près de deux ans, qu'il est possible d'empêcher tous les licenciements à condition de rester unis, de ne pas accepter *un seul* licenciement. Aujourd'hui dans de nombreuses entreprises, les travailleurs ont repris le flambeau de la lutte des Lip : Titan Coder, Tannerie Annonay, Thireau Morel, Manuest, Chapuzet, Fantasia, Bretoncelle, etc...
Notre Parti, le P.C.R. (m-l) appelle tous les ouvriers à engager la lutte contre le chômage, sur tous les terrains, et principalement dans les entreprises, pour cela, il est tout d'abord nécessaire que les ouvriers licenciés ne se trouvent pas séparés des ouvriers dans les usines, que la lutte contre les licenciements et le chômage soit menée par ceux qui ne sont pas licenciés car la menace du chômage pèse sur tous les travailleurs, il s'agit donc de mener un combat de classe contre la bourgeoisie.
Au niveau syndical, les ouvriers révolutionnaires ou même simplement déterminés à contrer le chômage doivent lutter dans leur section syndicale C.G.T. et C.F.D.T. pour que les ouvriers licenciés qu'ils aient un contrat de travail à durée limitée ou indéterminée, soient organisés dans la section syndicale d'entreprise ; c'est la condition pour que les chômeurs ne se retrouvent pas sans perspectives et coupés de la classe ouvrière, et que les luttes contre les licenciements ne restent pas sans lendemain lorsqu'elles n'ont pas été suffisamment puissantes pour empêcher ces licenciements. De même les travailleurs intérimaires doivent être organisés dans la section syndicale. Ce sont des conditions importantes pour créer l'unité et la solidarité de toute la classe ouvrière, français, immigrés, chômeurs, intérimaires, etc...
D'autre part, l'augmentation constante des cadences est souvent la cause d'une partie des licenciements, il nous faut donc en même temps nous organiser pour refuser les hausses de cadences, exiger qu'elles soient diminuées par l'embauche du personnel.
Mais aujourd'hui la lutte contre le chômage n'est qu'une partie de la lutte de classe entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Le capitalisme est en crise, les travailleurs aspirent au socialisme, les bataillons de la classe ouvrière en lutte permanente contre les patrons doivent s'élever à la conscience de la nécessité de la révolution prolétarienne. Pour cela les ouvriers les plus conscients qui ne se satisfont pas des luttes ponctuelles au jour le jour contre le chômage, qui veulent lutter contre la classe bourgeoise jusqu'au socialisme, ceux-là doivent venir au P.C.R. (m-l) construire ou renforcer les cellules d'entreprises du Parti pour la destruction de l'état bourgeois et son remplacement par le pouvoir des ouvriers et des paysans.
PLATEFORME REVENDICATIVE CONTRE LE CHOMAGE :
- **non aux licenciements**
- **40 heures immédiates sans diminution de salaire**
- **la retraite à 50 ans pour les femmes, à 55 pour les hommes payée au moins au salaire minimum revendiqué par les travailleurs (1.700 F actuellement)**
- **baisse des cadences**
- **du travail pour les jeunes dans leur région d'origine**
- **chômeur inscrit = chômeur secouru**
- **paiement intégral des heures chômées**
- **diminution d'horaires sans diminution de salaire**
- **travailleurs français, immigrés, mêmes droits**
- **suppression des contrats de travail à durée limitée**
- **embauche immédiate et définitive des ouvriers sous contrat**
- **suppression du travail intérimaire**
- **embauche immédiate et définitive des intérimaires qui le demandent**
- **extension de l'indemnité d'attente à tous les travailleurs licenciés, payée effectivement pendant un an au moins.**

OGFC-GAB Besançon

A Besançon les travailleurs de la presse (OGFC-GAB) sont en lutte contre les restructurations et les licenciements: malgré les divisions organisées par le patronat qui n'hésite pas à créer des sociétés bidon, les 7 employés (syndiqués CGT) de l'une de ces sociétés ont engagé une lutte déterminée contre:
1) la fermeture de l'entreprise
2) le transfert du travail en dehors de la ville
3) le chômage
4) les complicités des pouvoirs publics. Ils organisent la popularisation d'une lutte qui montre bien l'impasse des soi-disant solutions bourgeoises et en particulier révisionnistes: le «reclassement» impossible sur place et quant à l'indemnité de chômage selon les accords du 14 octobre c'est aussi impossible. Les ouvriers d'OGFC-GAB sont, parait-il, trop peu nombreux (7) pour y avoir droit!

CONTRE LE CHOMAGE

MARSEILLE: meeting du PCR(ml): «Titan-Coder vaincra»

200 personnes, des ouvriers de différentes entreprises, des jeunes, des progressistes, ont participé à l'appel de la Fédération des Bouches du Rhône du Parti, au meeting de soutien des ouvriers de TITAN-CODER et à la Commission Populaire d'Enquête de LIEVIN.
D'abord, un camarade de la Commission Populaire, venu de LIEVIN, exposa les premiers résultats de son travail, dénonça le contre-feu de la bourgeoisie, du révisionnisme et appela au soutien, au développement de la campagne contre les accidents du travail, pour la sécurité et la santé. A FOS aussi, la bourgeoisie a édifié ses usines au prix de la santé et de la vie des travailleurs. Le camarade fut écouté très attentivement. Beaucoup de questions furent posées sur la perspective et la préparation du Tribunal Populaire. Un participant montra la nécessité de mener la campagne dans le bâtiment, où, chaque jour, le Capital assassine et mutile sur les chantiers.
Un autre camarade montra que, face à la crise politique de la société française, la bourgeoisie n'a d'autre recours que le chantage à la crise. Divers points de vue dogmatiques et sectaires sur la crise, sur la lutte contre le révisionnisme furent alors battus à plate couture. Depuis qu'il a rejeté l'opportunisme, le Parti a pu s'affirmer dans la vie, se saisir des points de rupture entre le réformisme, le révisionnisme et les masses : luttes des O.S., lutte contre la Circulaire Fontanet, contre les primes de sécurité.
Des camarades du Parti, venus de LIP, ont tiré, avec les participants, la leçon de leur lutte exemplaire. Ils ont montré qu'elle convergeait avec les perspectives du Parti, et que cela s'était matérialisé par la construction de la cellule du Parti à LIP.
Enfin, avec des ouvriers de TITAN-CODER, présents à la tribune, on fit le point de la lutte contre les licenciements à CODER. A la veille du vote de lundi, face aux plans de la bourgeoisie, aux manœuvres de ses agents révisionnistes, ce meeting a constitué, dans le cours de l'action du Parti, un moyen important pour mobiliser les aspirations révolutionnaires des travailleurs de CODER en lutte.
PAS UN SEUL LICENCIEMENT.
A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE.

A signaler que le groupuscule policier Humanité Rouge a rameuté ses maigres forces sur la région pour monter sans succès une minable provocation selon le scénario du 3 novembre à Paris. Repoussés ils se replièrent à distance diffusant leur tract tandis que des cars de police prenaient position sur le boulevard.

chômeurs, intérimaires, même combat !

L'essor rapide des entreprises de travail intérimaire en quelques années est lié au développement du chômage, à la nécessité pour la bourgeoisie de disposer d'une main-d'œuvre embauchable et licenciable instantanément, c'est ce que les experts bourgeois baptisent pudiquement la «mobilité de l'emploi».
Aujourd'hui, la bourgeoisie recourt de plus en plus à l'intérim, à côté d'autres formes (contrat à durée limitée, chômage partiel) pour pouvoir mener à bien sa politique de restructuration et de redéploiement industriel d'emploi.
Cela explique que malgré les difficultés économiques que connaissent un certain nombre de secteurs, les entreprises de travail intérimaire se portent plutôt bien.
«Bien sûr, on connait des difficultés comme toutes les autres entreprises, notamment à cause du resserement du crédit, mais nous, dans l'intérim, on est plutôt favorisé. En ce moment beaucoup d'usines ou de chantiers préfèrent embaucher les intérimaires plutôt que des fixes». Pour les directeurs d'agence, ici INTER-DOMUS, l'heure n'est pas au pessimisme. L'intérim est en effet, un des moyens qui vont permettre à la bourgeoisie d'effectuer ses restructurations.
Pour les secteurs qui connaissent des difficultés, principalement les industries qui produisent des biens de consommation, et le bâtiment, l'appel aux travailleurs intérimaires, souvent après avoir procédé à de nombreux licenciements de «fixes», permet d'avoir une main-d'œuvre compressible immédiatement, en fonction des lois du marché. Pour les P.M.E. en butte aux restrictions de crédit, l'intérim c'est 3 à 6 mois devant soi avant de payer l'agence prestataire, c'est un sursis. Pour les industries «en pointe» aujourd'hui, celles qui se modernisent, celles qui exportent, en général le secteur des biens d'équipement, l'emploi de travailleurs à l'intérim permet de répondre aux demandes nouvelles, de tester les dernières productions tout en continuant les anciennes, ce qui a l'avantage, le jour venu de démarrer un nouvel atelier sans qu'il y ait la moindre interruption, quitte alors à se débarrasser des intérimaires.
L'exemple de Fos, où le trust WENDEL-SIDELOR, après avoir licencié en 5 ans 12.000 travailleurs en Lorraine, recrute puis licencie 4000 intérimaires, témoigne de la manière dont la bourgeoisie entend mener son «redéploiement». D'après les statistiques, c'est 2 entreprises sur 3 qui recourrent chaque année aux agences intérimaires. Tous les grands trusts, quel que soit leur secteur d'activité, Renault, Peugeot, Usinor, Rhône Poulenc..., ont des liens étroits avec telle ou telle société d'intérim s'ils ne les contrôlent pas purement et simplement.
Au moment où le nombre des chômeurs dépasse le million, l'intérim est pour beaucoup de travailleurs, le seul moyen de travailler : **«j'ai cherché du travail pendant deux mois, n'importe quoi... aujourd'hui, à l'intérim je suis conditionneuse dans un laboratoire à Massy, je cherche toujours un emploi fixe, l'intérim c'est mieux que rien mais demain je peux être mise à la porte sans préavis»**, nous déclarait une jeune intérimaire.
«On manque de travailleurs qualifiés» ne cessent de répéter les dirigeants d'entreprises, pourtant la qualification est loin d'assurer un emploi.**«Cela fait un mois et demi que je cherche du travail et pourtant je suis fraiseur P2, il parait que c'est recherché...»** pour ce travailleur yougoslave, l'intérim c'est la solution de dernière extrémité. **«Là chez INTERDOMUS, où on me prend pour un boulot mi-OS, mi-PI, je vais être payé 5 F en dessous de ma qualification».**
Pour la bourgeoisie, les femmes qui recherchent du travail le font «pour passer le temps», s'épanouir par le travail...» ce n'est pas ce que nous avons pu constater à Saint-Denis chez INTER-DOMUS, depuis septembre la proportion les femmes employées par l'agence a fortement augmenté. Cela s'explique par le fait que souvent leur mari ont vu leurs horaires réduits, sont au chômage partiel ou au chômage tout court... Les jeunes également sont plus nombreux par rapport à la période correspondante de l'an passé, certains sont munis de C.A.P., voire de B.E.P., mais ne trouvent guère autre chose que des emplois de manutentionnaires ou de conditionneuses pour les filles. De plus, les missions qui leur sont proposées dépassent rarement 15 jours, 3 semaines... Autant dire que pour ces jeunes, pour ces femmes, l'intérim, c'est du chômage à temps partiel.
La lutte pour l'emploi, contre toutes les formes de chômage imposées par la bourgeoisie pour restructurer son économie, nécessite que s'unissent tous les travailleurs : fixes et intérimaires, chômeurs partiels et chômeurs totaux, français et immigrés.
A l'exemple des travailleurs intérimaires de Renault Billancourt, qui ont élaboré une plate-forme de lutte réclamant l'embauche immédiate des travailleurs temporaires qui le désirent.
A l'exemple des travailleurs de la C.F.E.M., qui, l'an passé, se sont mobilisés et ont fait grève pour la réintégration d'un travailleur intérimaire licencié, forgeons l'unité de lutte des travailleurs embauchés et des travailleurs intérimaires. Refusons de payer les frais de la politique de restructuration de la bourgeoisie. Refusons la logique capitaliste qui développe le travail intérimaire lorsque le chômage augmente et qui condamne des milliers de travailleurs à aller d'agence en agence. Ces travailleurs font partie intégrante des chômeurs.
Mobilisons-nous, pour que chômeurs, intérimaires et travailleurs embauchés, mènent ensemble la lutte contre le chômage.
Victimes du chômage, les travailleurs intérimaires ont à prendre une part active à la campagne contre le chômage.
HALTE AU CHOMAGE !
EMBAUCHE IMMEDIATE DES INTERIMAIRES QUI LE DESIRENT !
SUPPRESSION DU TRAVAIL INTERIMAIRE !

Pierre Morel

Chômage dans les Boûches-du-Rhône

VITROLLES : L'entreprise Richier de Vitrolles (construction de matériel pour les travaux publics) absorbée par le groupe américain Ford, vient de licencier 6 salariés et de réduire les horaires à 40 H avec perte de salaire en conséquence. D'autres menaces de licenciements sont à redouter.
MARTIGUES-LAVERA: L'entreprise Naphtachimie, filiale à 50% de Rhône-Poulenc et à 50% de BP, menace son personnel de chômage technique. A la réunion du Comité d'Entreprise de janvier, la direction envisageait la nécessité d'arrêter certaines unités du complexe pétrochimique et de remettre en cause les avantages sociaux acquis par le personnel et d'imposer 10 jours minimun d'arrêt de travail, ces 10 jours étant pris sur les congés de 1975.
Les ouvriers avec leurs sections syndicales envisagent la riposte.
SAINT ANTOINE (près de Marseille Nord): Vendredi 10 janvier le personnel de l'entreprise Jean Gau et Sonnebeck Réunis (JSR) constructeur immobilier, a eu la désagréable surprise d'apprendre qu'il ne percevrait pas les acomptes qu'il espérait et ceci tant que la liquidation judiciaire ne sera pas effectuée ou que JSR n'aura pas déposé son bilan. Ces licenciements touchent environ 400 travailleurs dont certains attendent les retards de salaire de décembre.
Les ouvriers, travaillant actuellement sur la ZAC «La solidarité», ont arrêté le travail jusqu'à ce qu'ils soient intégralement payés et exigent le maintien de leur emploi. Pour cela ils organisent la riposte, mercredi 15 janvier, une délégation de plusieurs dizaines de travailleurs s'est rendue à la Chambre Patronale de Bâtiment.

EN AVANT VERS LE TRIBUNAL POPULAIRE DE LIEVIN!

POURQUOI LA COMMISSION POPULAIRE D'ENQUETE APPELLE A LA TENUE D'UN TRIBUNAL POPULAIRE

(EXTRAIT DU «MINEUR ACCUSE» Nº 2)

Notre Commission Populaire d'Enquête a confirmé lors de sa dernière réunion sa décision de tenir dans un proche avenir un Tribunal Populaire et appelle tous les mineurs à se mobiliser largement pour la tenue de ce Tribunal. De quoi s'agit-il ?

● D'abord grâce aux nombreux témoignages recueillis, grâce à la mobilisation des mineurs qui animent la Commission, la font connaitre dans les corons, au fond de la mine... notre enquête a pu progresser et rassembler de nombreux éléments concernant la catastrophe, dénonçant la responsabilité des Houillères. Rejetant tout travail hâtif et toute conclusion prématurée de l'enquête, notre Commission entend poursuivre son travail et, le moment venu, donner le maximum d'écho à ses conclusions, afin que soit mis clairement en lumière devant toute la population minière, dans la mort des 42, la responsabilité non pas de tel ou tel ingénieur simplement, mais des Houillères elles-mêmes, du système capitaliste responsable fondamental de l'absence de sécurité En convoquant un Tribunal Populaire notre Commission veut que ses conclusions sur la mort des 42 ne restent pas sans lendemain, mais que toute la population minière se l'approprie, et en face un point de départ à l'action future pour imposer la sécurité.

● Ensuite la volonté des mineurs, clairement établie dans tous les témoignages recueillis par la Commission, c'est que nous ne limitions pas notre travail à la seule enquête sur les 42. Les manquements à la sécurité qui ont engendré la catastrophe du quartier des Six Sillons, se reproduisent sous des formes multiples dans de nombreux endroits de la mine ; la forme même du salaire : le salaire au rendement, fait que pour gagner notre vie nous ne pouvons respecter les normes de sécurité qui seraient nécessaires : les économies des Houillères sur la sécurité font que partout des grisoumètres et des télégrisoumètres sont en nombre insuffisant pour assurer la sécurité alors qu'un grisoumètre à main coûte 600 F, fait que le personnel chargé de la sécurité est en nombre insuffisant... Tous ces témoignages, toutes ces mises en accusation des Houillères sur la sécurité, il faut les faire converger en un point unique où ils puissent prendre plus de force et plus de poids, le Tribunal Populaire.

● D'autre part les mineurs réclament que les Houillères soient mises en accusation plus largement que sur la question de la sécurité, sur tous les aspects où elles détériorent et rendent impossible la vie quotidienne du mineur et de sa famille. Alors que nous sommes quotidiennement mutilés, silicosés, la soi-disant médecine gratuite des Houillères, non seulement ne nous soigne pas, mais nous vole sur les pensions auxquelles nous avons droit, ne reconnait nullement les maladies ; les médecins nous renvoient au travail alors même que nous avons besoin de repos, alors même que nous ne sommes pas guéris, se comportent en véritables médecins patronaux, chiens de garde des Houillères !

Alors même que nous sommes soi disant logés gratuitement, les maisons des corons se détérioreront sans cesse et leurs réparations qui incombent aux Houillères trainent toujours en longueur ; en même temps, nous sommes soumis dans les corons à la repression constante des Houillères qui nous a placé sous la surveillance de ses gardes... Et on pourrait continuer à énumérer tous ces aspects par lesquels tout aussi souvent qu'au fond, les Houillères rendent la vie des mineurs intenable, poursuivant son exploitation au delà de sa journée de travail, à toute la durée de la journée.

A cela, s'ajoute la fermeture des puits, faiblement ralentie par la relance limitée : en tout 80% de mineurs en moins qu'il y a 30 ans, avec toutes les conséquences que cela a sur l'emploi dans le bassin minier ; nous réclamons le maintien des puits, nécessaire pour notre emploi et pour assurer notre indépendance énergétique.

Le mineur réclame que soit dressé un réquisitoire d'ensemble contre cette politique des Houillères, que quand on dresse les plans de la lutte contre les Houillères on l'engage sur tous ces aspects. Le Tribunal Populaire doit permettre aux mineurs et à leur famille de venir mettre en accusation les Houillères sur toutes ces questions!!

● Enfin dans toute la France un mouvement de soutien et de solidarité aux mineurs de Liévin se dessine. En Lorraine, à Montceau (Saône et Loire), à la Mure (Isère), à Gardanne (Bouches du Rhône)... les mineurs ont organisé des collectes en faveur des familles des 42, et font circuler la pétition et le matériel de la Commission Populaire d'Enquête, faisant connaitre nos initiatives. A Lens, Béthune, Roubaix, Lille, Nancy, Lyon, Paris, Montceau, Strasbourg... se sont créés des Comités de soutien à la Commission Populaire d'Enquête de Liévin, où les travailleurs de toutes les branches de l'industrie, bâtiment, sidérurgie, mécanique, textile.... dressent aussi un réquisitoire contre les accidents (en liaison avec la catastrophe de Liévin) du travail, la mutilation des travailleurs, la destruction systématique de leur santé... Des jeunes, des étudiants, des travailleurs de la santé, s'associent à ce travail et le soutiennent. Il faut rassembler ces initiatives sur l'objectif du Tribunal Populaire.

Ainsi la population minière pourra voir qu'elle bénéficie d'un large soutien dans toute la classe ouvrière. Ainsi il pourra être dressé à ce Tribunal un acte d'accusation établi par les travailleurs eux mêmes, sur le thème «quelle est la place faite aux travailleurs dans cette société»?

Du mineur au métallo, du travailleur du bâtiment à l'ouvrier du textile, chacun pourra montrer concrètement que les termes de «fatalité» et d'«imprévisible» recouvrent partout la même réalité: celle d'une exploitation capitaliste forcenée qui aujourd'hui a de plus en plus de mal à se déguiser. Chacun pourra concrètement voir que, de toute part, les travailleurs aspirent à la lutte, aspirent à une autre société, qu'avec la crise politique qui sévit aujourd'hui, la période est favorable à la lutte, la mort de la vieille société est nécessaire, le socialisme est possible!

Camarade mineur, ce sont des objectifs que la Commission Populaire d'Enquête assigne à ce Tribunal Populaire. Si nous voulons réellement mettre en accusation les Houillères, et ne pas en rester à un seul aspect limité de leur politique anti-ouvrière, il ne faut pas faire confiance aux enquêtes menées par la bourgeoisie elle-même, il faut que les mineurs eux-mêmes entreprennent de rédiger ce réquisitoire. Les premiers témoignages recueillis montrent la voie: le Tribunal Populaire c'est l'affaire de tous les mineurs. Se mobiliser sur cette question du Tribunal Populaire, c'est la condition pour qu'après la catastrophe de Liévin, les choses ne soient plus comme avant, pour remporter des victoires sur la question de la sécurité et du maintien des puits.

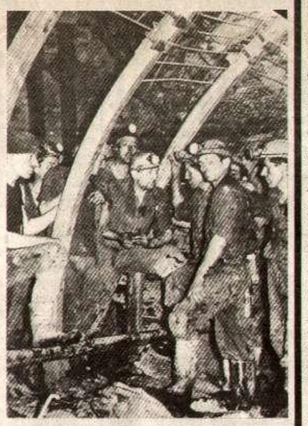
Camarade mineur, prends en mains ce travail de préparation du Tribunal Populaire, popularise cette initiative dans les corons, dans la mine. Rejoins la Commission Populaire d'Enquête.

Camarades travailleurs de la sidérurgie, du bâtiment, du textile... joignez votre voix à celle des mineurs pour dénoncer les crimes du Capital, affirmez votre solidarité avec les mineurs en préparant avec eux le Tribunal Populaire.

EN AVANT VERS LE TRIBUNAL POPULAIRE!

Camarades des comités de soutien à la Commission populaire d'enquête diffusez largement «le mineur accuse» nº 2 bulletin de la commission, qui vient de paraitre. Il fournit des témoignages sur, où en est la commission d'enquête, sur les conditions de vie des mineurs, santé, logement..., sur le plan de recession charbonnier.... La diffusion de ce numéro est une arme importante pour préparer le Tribunal Populaire.

Passez vos commandes à l'adresse de la commission, en acquittant une partie des numéros à la commande: 5 F pour 10 numéros.
(Martine BARROSO
G 6 de Rollencourt
62800 LIEVIN)



Nord: LA JEUNESSE SE MOBILISE POUR SOUTENIR LE TRIBUNAL POPULAIRE

Dès l'annonce de la catastrophe de Liévin, les cercles jeunesse de la Fédération se sont mobilisés pour faire connaître les premières conclusions de la Commission Populaire d'Enquête. Présents rapidement sur place, les jeunes camarades ont contribué à recueillir les témoignages, à affirmer la volonté du Parti de faire la vérité par la mobilisation des mineurs. Des pétitions de soutien à la Commission Populaire ont circulé dans de nombreux établissements scolaires de la régions: en quelques jours, 450 signatures à Béthune, 250 à Douai, 300 à Boulogne, 200 à Lens, 200 à Liévin, parmi les signataires, de nombreux fils et filles de mineurs. Ils apportent en même temps leur témoignage sur les conditions de vie de leurs parents. Ils expliquent à quelles tensions familiales: fatigue, nervosité, difficultés financières, conduit la politique de la bourgeoisie dans le Bassin. En effet, les temps de transport du mineur s'allongent, il faut un repos de plus en plus long pour compenser l'accélération du rythme de travail, les travaux de réfection des logements souvent insalubres se multiplient... Ils disent leur inquiétude devant le danger quotidien couru au fond par le père, devant la silicose. Plus généralement, les jeunes expriment leur haine de cette société qui les chasse de la région: en effet, dans le Nord-Pas-de-Calais sur 80.000 chômeurs, plus de la moitié ont moins de 25 ans. La plupart de ceux qui restent sur place sont évidemment déqualifiés. Quant aux 750 jeunes, embauchés par les Houillères en 74, après 15 jours de formation, hop, au fond! Ils sont parmi les plus touchés par les accidents du travail. Les autres, surtout les jeunes filles, avec ou sans CAP, vont par milliers travailler dans la région de Lille-Roubaix, où les perspectives de l'emploi sont là aussi peu réjouissantes. Cela veut dire des heures et des heures de transports, des journées hors de la maison de 12-13 h. Il faut savoir également qu'au départ de Béthune, chaque jour un train Usinor emmène les ouvriers sur Dunkerque: le trust sidérurgique établit d'ailleurs des permanences à l'ANPE. Pour les autres enfin il ne reste plus que l'armée ou les CRS qui font dans les écoles une propagande importante.

Face à cette situation, dans le cadre de la préparation du Tribunal Populaire les Cercles Jeunesse du Parti engagent un travail important qui permet d'envisager leur développement rapide sur la région. Ils impulsent la création des «Comités Servir Le Peuple» dont la tâche est de soutenir le travail de la Commission Populaire, par la mise en place de réseaux de diffusion du «Mineur Accuse», l'organisation de projections, d'informer et d'éduquer les jeunes sur la situation de l'emploi, la sécurité dans les mines et les usines. Cette semaine se réunit un collectif régional des «élèves pour servir le peuple» permettant le travail sur les lycées et CET de Lens, Béthune, Liévin, Avion, Douai, Boulogne et Roubaix.

Dans les semaines qui viennent, la jeunesse de cette région entend montrer que rien ne peut l'empêcher d'affirmer sa solidarité avec les mineurs, de préparer les combats de demain. Déjà, aux administrations qui prétendent empêcher la tenue de réunions où la diffusion de la presse de la Commission, les élèves ripostent par la lutte. A Béthune, 300 lycéens et élèves de CET réunis en AG élaborent un cahier de revendications. A Lens, plusieurs dizaines d'élèves, dont de nombreux fils de mineurs, préparent un dossier sécurité et font un cahier de doléances. Même chose à Liévin où se sont des élèves élus par leurs camarades et bénéficiant de leur confiance qui prennent l'animation sur cette question en mains.

A ces justes initiatives, de nombreux élèves y compris certains de la JOC prennent part dans toute la région.

- La jeunesse du Nord-Pas-de-Calais accuse le capitalisme!

- Préparons le Tribunal Populaire de Liévin!

- Au cœur de la bataille, en avant vers

L'UNION COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE!

Jean-François Vitte

malgré les pressions des houillères
La Commission d'enquête poursuit son travail

Il y a plus d'un mois que la catastrophe de Liévin a eu lieu et la bourgeoisie n'a pas réussi à étouffer l'affaire de la catastrophe, et elle n'est pas prête d'y réussir : vendredi au moment de l'intervention de notre parti à la fosse 4, un mineur était évacué en ambulance, la tête ensanglantée par une chute de pierres au fond. Dans la semaine, à Usinor, un jeune ouvrier de 18 ans a fait une chute de 18 mètres et s'est tué... Partout en France, la loi du profit a continué de tuer.

A la fosse 4, les Houillères depuis le début de l'accident, s'efforcent d'étouffer toutes réactions, par deux moyens.

1º) en prenant des mesures de sécurité qui n'étaient pas respectées jusque là: ce sont près de 300 staffanels qui sont en train d'être posés, des ouvriers notamment chargés de l'entretien des monorails sont dégagés à ce travail, ce qui veut dire qu'auparavant il n'y en avait peu ou pas... L'arrosage est effectué tous les jours, dans les voies comme dans les tailles, alors qu'auparavant l'habitude était de le faire 1 ou 2 fois par semaine; maintenant comme par magie il y a des arrosettes partout. Et la shistification (le chaulage) des galeries est en cours. Ces premières mesures n'ont pas empêché de faire travailler à 3% de grisou vendredi, si bien qu'un délégué a du faire arrêter le chantier; cela n'a pas empêché l'accident grave (cité plus haut).

2º) l'autre moyen, ce sont les pressions individuelles. D'après ce que nous savons certains gardes des corons (sorte de concierges) sont allés voir les veuves pour les mettre en garde contre la Commission Populaire d'Enquête, à un endroit le garde a même emporté tous les tracts que la veuve avait reçu... certains mineurs ou sympathisants de la Commission, par le biais de ces mêmes gardes ont eu des avertissements....

Quant à l'enquête: avec l'attachement du chien à son maître, la campagne de défense des charbonnages se poursuit dans la Voix du Nord; malgré la publication de premiers éléments accablants, par la CGT et la CFDT (en grande partie obtenus par la Commission), sur la tournée des gaziers etc... le journaliste de service, s'accroche à la thèse du «processus complexe et difficilement prévisible» dans la Voix du Nord du 20. Cette thèse qu'il défend est assortie de louanges pour le service des mines, un des principaux responsables de l'accident, car c'est lui le garant officiel de la sécurité dans les puits et c'est sous sa direction que sont rédigés les règlements d'exploitation.

Pour les révisionnistes de la CGT, pas un mot contre le salaire au rendement, Delfosse secrétaire du Sous-sol parle de «graves négligences» et demande «plus d'autonomie du service des mines» autonomie qui serait soit-disant plus grande s'il était rattaché au ministère du travail et ses gardiens maires intégrés au corps des inspecteurs du travail... Quand on voit l'impuissance quotidienne des inspecteurs du travail, développer ce point de vue, c'est vraiment tromper les travailleurs, donner des illusions sur la nature du pouvoir d'état, un ministère n'est pas plus autonome qu'un autre, ils sont les différentes composantes d'un tout qui chacune selon sa spécificité impose dans tous les domaines la dictature de la bourgeoisie ...

Malgré les pressions la Commission Populaire d'Enquête a poursuivi son travail d'enquête et d'intervention auprès des mineurs recevant à peu près partout un très bon accueil. En effet aujourd'hui pour de nombreux mineurs, le découragement est en recul, la poursuite du travail de la C.P.E. apparait favorablement, apparait pour les mineurs comme des choses pour lesquelles il vaut le coup de se battre....

Liévin le 26/1/75

3 MORTS PAR JOUR DANS LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS ...

Le B.T.P. (Bâtiment et Travaux Publics) a le triste privilège de battre tous les records en matière d'accidents du travail. Plus de 300.000 accidents par an recensés. 3 morts par jour, ce sont là des statistiques sur lesquelles la bourgeoisie est particulièrement discrète. Discrète sur ses crimes, la bourgeoisie devient carrément muette lorsqu'on aborde le problème des maladies professionnelles ou tout simplement des multiples attaques contre la santé des travailleurs qu'entraine le mode de production dans le bâtiment.

Selon le patronat, les métiers du bâtiment, comme celui des mineurs seraient des métiers dangereux en eux-mêmes, l'apanage de la fameuse «fatalité» en quelque sorte ! Un mur qui tombe, une galerie qui s'effondre, un gars qui tombe d'un toit, tout cela, on n'y pourrait pas grand chose, quand ce n'est pas la faute de l'ouvrier!

Trève de mensonges! En 10 ans, de 1960 à 1970, le nombre d'ouvriers du bâtiment tués par an est passé de 700 à 900, soit une augmentation de 30%! Est-ce encore la fatalité?Non, en vérité c'est que dans sa recherche avide de profit maximum, le capital demande toujours plus à l'ouvrier, non plus seulement sa force, son cerveau, mais sa vie. La vérité, c'est que le progrès technique, l'industrialisation du bâtiment ne sert que le rendement pas la sécurité des travailleurs.

.... DU TRAVAIL EN VOLTIGE AU TRAVAIL SOUS LES PROJECTEURS....

L'ouvrier du bâtiment travaille de plus en plus en hauteur. Les constructions modernes sont en effet d'immenses tours bien rentables, qu'il faut construire à une cadence toujours plus rapide, afin de faire tourner le plus vite possible un capital énorme. Les conséquences, ce sont les ouvriers qui nous les expliquent:

-«les cadences sont de plus en plus rapides sur les chantiers; il faut faire de plus en plus vite avec le moins de monde possible. Avant le bâtiment c'était un métier intéressant. Maintenant c'est foutu! Avant, pour faire un pavillon, on mettait 2 mois avec 7 compagnons. Maintenant, les délais sont raccourcis. On monte une baraque en 8 jours».

- «Alors bien sûr, le danger est partout. Par temps de grand vent, on doit monter des panneaux de 4-8 mètres qui se balladent dans le vide».

- «En hiver, les gars travaillent dans le noir. On bosse même aux projecteurs. On est la plupart du temps crevés, ce qui augmente les risques des accidents du travail».

Du fait qu'il s'agit de construire le plus vite possible, les patrons considèrent que le temps d'installation des mesures de sécurité serait trop long par rapport au travail à faire.

- «Alors on travaille comme ça, sans protection. Les ceintures de sécurité, il y a des endroits où on ne peut pas les accrocher. En «couverture», il y a beaucoup de chutes. Sur les gros chantiers, les garde-corps devraient rester jusqu'à ce que la charpente et la couverture soient posées, ce qui n'est pratiquement jamais le cas.»

TOUT LE MONDE TRAVAILLE EN MEME TEMPS. PLUS DE SECURITE POSSIBLE.

Toujours pour construire le plus vite possible, les capitalistes du bâtiment font travailler sur un même chantier les maçons, les électriciens, les peintres... en même temps. Outre le fait qu'il s'agit souvent d'entreprises différentes, et que la sécurité n'est pas coordonnée, il n'y a plus comme l'explique un électricien de sécurité possible:

«le tunnel: c'est une méthode de fabrication très rapide. On monte à l'allure d'un étage par semaine, en même temps que les maçons. Nous posons nos gaines électriques sur des plaques de tôle qui sont en angle, alors pour que le béton ne prenne pas sur nos gaines, les maçons projettent de l'huile. Alors nous travaillons pendant que l'huile est projetée. Il nous faudrait un masque pour respirer, on n'en a pas, même pas de gants pour se protéger les mains!».

Avec ce système de travail tous azimuts, les chantiers deviennent de véritables dépotoirs. Les pointes, les planches, les déchets de tôle trainent partout. Il faut faire attention à chaque pas, les ouvriers se gênent les uns les autres. Ainsi s'accroissent les risques d'accident.

De plus, de nombreux ouvriers sont payés «à la tâche», c'est à dire au rendement. Ceux qui ne le sont pas, sont obligés de suivre leur rythme. Et comme le dit un ouvrier, **«avec le travail à la tâche, plus d'échafaudage , un malheureux bastaing et c'est tout. On voit des gars monter sur un madrier sans aucun garde-corps. C'est impensable et pourtant c'est comme ça! S'ils veulent pouvoir faire vivre leur famille, ils sont obligés de risquer leur vie!».**

PAS UN GARS SUR LE CHANTIER QUI AIT PLUS DE 60 ANS!

Dans le bâtiment, on ne se fait pas vieux. Ceux qui échappent à l'accident sont à 60 ans incapables de travailler, les reins brisés, usés par les journées de travail sous la pluie ou la neige, rongés par les rhumatismes ou l'arthrose.

Encore faut-il parler des nombreuses maladies professionnelles, souvent non reconnues, qui affectent les travailleurs du bâtiment ou des travaux publics.

Par exemple, les allergies au ciment: **«on trouve des gars qui sont allergiques au ciment, et pour avoir une paire de gants, il faut la demander au moins 20 fois. Quand il y en a une paire sur le chantier, c'est déjà beau. En plus, ces gants ne sont pas toujours adaptés. Il faudrait des gants en caoutchouc et l'on nous fournit des gants en cuir très dur, afin de dégoûter les gars pour qu'ils n'insistent pas».**

C'est aussi la poussière dans laquelle vivent les ouvriers, et qui s'imprègne dans les poumons. Ce sont les émanations de produits destinés à la refection des routes, c'est encore la silicose pour ceux qui fabriquent les briques....

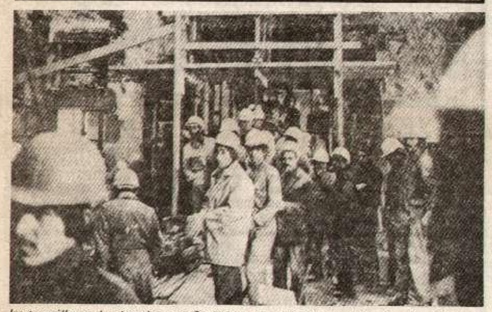
Enfin, ce qui use les travailleurs avant l'âge, ce sont les conditions de transport et de logement, afin d'avoir constamment sous la main les travailleurs, le patron les loge souvent dans des baraquements infames, sans feu, souvent sans électricité et sans eau à l'intérieur même des chantiers. Ainsi devient-il possible de leur faire faire des journées de 12 ou même 15 heures, au terme desquelles, l'ouvrier épuisé, ne sait plus contrôler ses mouvements pour éviter l'accident.

IL FAUT QUE LE PROCES DE LIEVIN SOIT AUSSI UNE TRIBUNE POUR LES OUVRIERS DU BATIMENT.

Le Tribunal Populaire de Liévin ne doit pas être simplement la mise en accusation des Houillères, il faut qu'il soit la tribune de tous les ouvriers obligés de vendre leur santé, leur vie au capital. L'assassinat des 42 de Liévin a déjà suscité une large solidarité chez les travailleurs du bâtiment, qui ont conscience que leurs conditions de travail sont proches de celles des mineurs. Il faut aller plus loin encore. La révolte qui s'exprime chaque jour sur les chantiers de France, contre l'absence de sécurité, contre les crimes du capital, celle qui s'exprimait en 1972 dans la grève des ouvriers de MAILLART et DUCLOS à Lyon, ou en 1973 sur les chantiers de Fos sur Mer, peut trouver dans le Tribunal de Liévin un moyen de se mobiliser et de s'organiser pour exiger plus de sécurité dans les chantiers, dans les usines, dans les mines. C'est dans ces luttes que s'approfondira la nécessité d'une autre société, celle du pouvoir des ouvriers et des paysans où l'homme sera, cette fois, le capital le plus précieux.

UN TRAVAILLEUR GRIEVEMENT BLESSE SUR UN CHANTIER

Malbi CHAIEV, un jeune maçon, a été grièvement blessé vendredi sur un chantier de la rue Christine, Paris 6ème. Alors qu'il travaillait au 3ème étage d'un hôtel en cours de restauration, il a reçu sur la nuque un rouleau de papier bitumé posé sur la charpente. Négligence, fatalité? Non, dans un tel chantier, il n'y a pas de sécurité possible: maçons, plombiers, charpentiers, couvreurs, chauffagistes, électriciens travaillent tous en même temps: au total 170 ouvriers pour un immeuble de trois étages ! Des poutres suspendues dans le vide, des masses de 150 kg qu'on monte à la poulie et avec cela l'absence totale de la moindre mesure de sécurité: pas de garde-corps, pas de filets non plus, c'est bien simple ; il ne se passe guère de jour sans que l'on ne sorte un ouvrier du chantier sur une civière. Dernier détail: les ouvriers en étaient vendredi à 16 h à leur 48ème heure de travail de la semaine! Et là-bas, on travaille souvent aussi le samedi et le dimanche. Mais vendredi, après l'accident, les ouvriers ont cessé spontanément le travail, malgré l'intervention du patron.



les travailleurs du chantier, rue Christine, ont arrêté le travail après «l'accident»

témoignage d'un ancien mineur

Un ancien mineur d'Avion qui a quitté la mine en 1969 pour venir travailler à Usinor nous fait parvenir son témoignage sur la sécurité dans les mines.

- J'ai vu des employés de la mine placer des bouchons au klaxon des télégrisoumètres, pour empêcher qu'il ne se déclenche et arrête le travail (en cas de grisou, ce klaxon alerte les mineurs et ils doivent dégager la taille). D'autres fois, ils déplaçaient carrément l'appareil ou bien, mettaient des vents-tubes près de ces appareils de détection: cela chassait le grisou plus loin et n'arrêtait pas le travail. Un gars qui travaillait au jour, à la salle de contrôle m'avait rapporté le fait suivant: ayant constaté sur les télés une anomalie, il l'avait signalée à l'ingénieur qui avait fait semblant de rien. Or, cette anomalie, c'était un appareil de fond qui avait été déplacé, l'ingénieur n'allait pas démasquer le porion!

- L'automation contre les mineurs : en 1969, les Houillères font installer des sondes dans les collecteurs pour signaler les anomalies. Résultats: un seul surveillant pour 1500 m. de collecteurs, alors qu'avant il y en avait un à chaque secteur. Et en plus, les sondes se coincent souvent, d'où des accidents.

Autre exemple: les soutènements marchants. A peine mis en place, (15 jours après leur installation) ils ont fait effondrer la taille parce qu'au lieu d'être placés horizontalement, ils ont été mis sur un terrain irrégulier (les Houillères ne voulant pas engager des frais pour aplanir le sol des tailles) et parce qu'ils ont été utilisés à trop fort rendement.

- La médecine des Houillères vendue : il y a 10 ans, un mineur a reçu un perforateur sur le côté de la tête: un mois d'hospitalisation. On lui a mis une plaque sur le côté du crâne. Il a repris son travail mais depuis, il est sans arrêt souffrant. Les médecins le mettent en congé de maladie et refusent de le considérer comme accidenté du travail, car les Houillères devraient lui verser des indemnités. A son retour de l'hôpital, il a alors été mis au jour, donc déclassé.

Je suis en train de faire circuler une pétition à Usinor, et je trouve les premières conclusions de la Commission populaire très plausibles, d'après ce que j'ai vécu à la mine. Car je ne me fais aucune illusion sur les enquêtes officielles. J'ai vu comment ça s'est passé à Avion. La responsabilité a été imputée à un électricien qui, en branchant un appareil trop près d'une taille en activité, aurait provoqué une étincelle. Comme l'électricien est mort, personne ne peut dire le contraire, d'autre part, il fallait bien qu'il fasse son boulot, car les Houillères n'arrêtent pas le travail pour effectuer l'entretien ou les réparations.

SOLIDARITE AVEC LES MINEURS DE LIEVIN

paris XIV e...

Plusieurs dizaines de personnes (hospitaliers et postiers en nombre) ont participé avec enthousiasme à la réunion de constitution d'un comité de soutien, convoquée dans un foyer de jeunes travailleurs.

Un camarade a expliqué ce qui s'était passé à Liévin; comment les mineurs avaient rapidement souscrit à l'idée d'une commission populaire d'enquête pour faire toute la vérité sur la politique de surexploitation des Houillères et la mort des 42. Il a souligné que la colère des mineurs ne devait pas rester sans débouché, et que pour cela il était nécessaire que la commission populaire d'enquête ne reste pas isolée: partout en France les ouvriers sont en butte aux accidents du travail, aux maladies professionnelles pour satisfaire la soif de profit du capital. Le camarade a montré que chacun avait son rôle à jouer dans ce vaste mouvement d'accusation des crimes du capital: l'ouvrier par son témoignage, l'hospitalier par ses révélations sur la médecine au service du capital. Enfin il a appelé à la constitution d'un comité de soutien sur le XIVe.

Plusieurs participants se sont indignés du fait que la pressé bourgeoise passe sous silence cette lutte des mineurs. Tous ont adhéré avec enthousiasme à l'idée de constituer un comité de soutien et ont envoyé une motion à la commission populaire d'enquête.

De nombreuses questions ont été posées sur la politique énergétique de la France et la fermeture des mines, mais surtout l'attitude des directions syndicales à Liévin. La trahison par les directions confédérales des luttes de novembre était en effet encore présente dans tous les esprits.

Un jeune travailleur parmi les plus enthousiastes s'est proposé pour rassembler tous les témoignages que recueillerait le comité de soutien, et assurer la liaison avec la commission populaire d'enquête.

Enfin, les participants à la réunion ont décidé d'un plan de travail pour les jours à venir: popularisation et signature de la pétition, sur les marchés, dans les foyers, à la porte des hôpitaux du XIVº, dans leurs sections syndicales.

Corr XIVo

montceau...

Notre Parti continue à organiser le large mouvement de solidarité avec les mineurs du Nord. Plusieurs équipes de camarades, des jeunes, des mineurs (et non plusieurs milliers comme une coquille l'a fait écrire dans le Nº0140) font signer la pétition qui soutient les familles des 42 dans le but d'aboutir à une réunion publique large, non seulement sur la mine, mais sur la ville. Nous avons à faire face aux tentatives de la bourgeoisie qui voudrait bien empêcher l'intervention du Parti:

- Jarrot, ministre de la «Qualité de la Vie», maire de Montceau-les-Mines, a refusé en son nom la collecte publique du Parti en faveur des familles des 42 de Liévin.

- Certains dirigeants syndicaux, ralliés au Programme Commun de la «Gauche», sont allés jusqu'à collaborer avec les Houillères pour empêcher toute propagande de notre Parti à l'intérieur des puits de Darcy et Rozelay. Ces gens-là ont demandé plus de surveillance dans les douches réservées aux mineurs, et plus de gardes pour surveiller les abords des puits.

Piètres manœuvres qui n'empêcheront en rien l'expression de la solidarité de la population minière et la mobilisation des mineurs contre le système d'exploitation capitaliste qui place le rendement avant la sécurité.

Notre cercle mineur rédige un bulletin local où sont clairement montrées les responsabilités des Houillères dans l'assassinat des 42 de Liévin et où sont développées les questions de sécurité dans les puits:

- Pourquoi des agents de maîtrise encapuchonnent des détecteurs de grisou?

- Pourquoi pas plus de grisoumètres (pour les boute-feux par exemple)?

- Pourquoi des lampes sécurité restent-elles bien souvent au sommet des plans?

- Pourquoi le préposé à l'arrosage est-il souvent affecté à un autre poste?

- Pourquoi l'arrosage est-il un frein parce qu'il gêne les mineurs travaillant derrière les points de chute, alors que des caches existent pour protéger les mineurs contre le brouillard d'eau?

- Pourquoi les nouveaux engins à moteur diésel viennent jusque dans le retour d'air des tailles chercher le vieux matériel?

- Pourquoi n'y a t-il qu'un gazier pour 3 postes?

- Pourquoi n'y a t-il pas de tournée supplémentaire du gazier quand la pression atmosphérique varie fortement?

- Pourquoi les poussières ne sont elles pas contrôlées plus souvent?

- Depuis combien de temps les arrêts-barrages (staffanels) n'ont pas été refaits?

Autant de questions que les mineurs posent et qu'ils reprendront pour se mobiliser activement en vue d'exiger plus de sécurité effectivement appliquée.

Autant de questions qui n'accablent pas seulement tel ou tel responsable intermédiaire de la mine, mais tout le système d'exploitation capitaliste des Houillères.

Correspondant Montceau-les-Mines.

SOUTENONS LA LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES SANS-PAPIERS

Avignon, Montpellier, Paris,... les travailleurs immigrés exigent la carte de travail. Depuis novembre 74, dans le Midi de la France, des travailleurs immigrés dont les contrats saisonniers ont été rompus ou sont arrivés à expiration, exigent leur régularisation. Grèves de la faim, réunions, groupes d'information auprès des travailleurs de la région, manifestations,... la lutte s'organise rapidement et plusieurs centaines de travailleurs, principalement Marocains et Tunisiens se mobilisent. La répression systématique des travailleurs en lutte, expulsion de grévistes de la faim (une vingtaine à Montpellier...) , ne parvient pas à étouffer la révolte : chaque jour de nouveaux travailleurs sans papiers rejoignent la lutte pour l'obtention de la carte de travail.

les grévistes de la faim de Maguelone expulsés par les CRS...

Face au développement de cette lutte le gouvernement a tenté une première manœuvre pour la désamorcer. Des contrats de 7 mois sont alors proposés à 42 travailleurs en lutte, mais ceux-ci les refusent massivement : une clause stipule qu'ils s'engagent à quitter la France à expiration du contrat ! De plus, accepter de nouveaux contrats à durée limitée ne changerait rien à leur situation, ils en ont déjà fait l'expérience : en règle générale, les patrons ne respectent aucun engagement, particulièrement en ce qui concerne les salaires, et, d'autre part, n'hésitent pas à les rompre, avant même l'échéance fixée.

Accepter de tels contrats signifiait à coup sûr pour eux, le renoncement à toute possibilité de régularisation, le danger de se retrouver très rapidement sans emploi, donc de nouveau dans l'obligation de travailler «au noir» dans les pires conditions, sous la menace constante de l'expulsion.

Dernièrement à Paris, des travailleurs Mauriciens, Arabes et Pakistanais ainsi qu'un certain nombre de Français, ont engagé à leur tour une grève de la faim. Comme dans le Midi, la bourgeoisie a tenté de stopper net le mouvement en envoyant ses flics au local de la porte de Choisy où se trouvaient les grévistes. A ce jour, un travailleur algérien qui a ses papiers a été relâché ainsi que 3 travailleurs mauriciens mais avec des avis d'expulsion, mais quatre travailleurs tunisiens viennent d'être expulsés de force.

La lutte n'en n'est pas pour autant terminée : ce dimanche une réunion de travailleurs sans papiers a regroupé quelque 200 travailleurs déterminés à poursuivre le combat pour l'obtention de la carte de travail !

Le mouvement qui gagne progressivement en ampleur ne correspond cependant pas encore à une large mobilisation de la masse des travailleurs sans papiers et particulièrement des Marocains et des Tunisiens qui en constituent une bonne proportion.

Pourquoi la bourgeoisie met-elle un tel acharnement à réprimer la lutte des travailleurs sans papiers ? On ne peut répondre à cette question qu'en reliant l'attitude du gouvernement à sa politique d'ensemble vis à vis de l'immigration, telle que Dijoud l'a encore définie récemment. Il s'agit, pour la bourgeoisie d'avancer aussi rapidement que possible vers l'instauration d'un contrôle effectif de l'immigration, or l'annulation par le Conseil d'Etat de la Circulaire Fontanet (voir FR Nº 140) devrait aujourd'hui permettre officiellement à tout travailleur sous contrat, ou ayant un certificat d'embauche, une fiche de paye ou encore une attestation de son employeur, d'obtenir la carte de travail. Il est bien évident, et les nombreuses démarches entreprises par les travailleurs eux-mêmes en direction des organismes de l'immigration le prouvent, que la bourgeoisie n'a aucunement l'intention de régulariser tout le monde. Il lui faut aujourd'hui tenir compte de la réalité du travail au noir, de l'embauche clandestine pratiquée par de nombreux employeurs de petites entreprises. Il ne lui est pas possible non plus d'expulser d'un seul coup tous les travailleurs sans papiers car cela pourrait compromettre ses relations avec les états fournisseurs de cette main d'œuvre et les pays arabes en général. Elle ne peut mesurer encore l'ampleur du mouvement de protestation qu'elle susciterait en France même. Mais l'orientation de la politique bourgeoise vise clairement à la mise en place du contrôle de l'immigration. Mais au bout de combien de temps y parviendra-t-elle, si elle y parvient un jour ?

C'est donc le moment privilégié pour s'opposer à cette politique de contrôle de l'immigration en exigeant la régularisation de tous les travailleurs immigrés actuellement en France. D'autant plus qu'un rapport de force peut exister dans la période, exigeant la carte de travail pour tous les immigrés.

Depuis décembre, les travailleurs Africains noirs sont à leur tour frappés par cette politique de contrôle ! Avec la nouvelle circulaire Poniatowski, les travailleurs Africains noirs n'ont que jusqu'à fin février pour faire régulariser leur situation, pour obtenir la carte de séjour de 3 ans (5 ans pour les Sénégalais) maintenant obligatoire. Refusons les contrats saisonniers et tous les contrats à durée limitée véritables contrats de chômage, comme la bourgeoisie se sert de l'intérim pour organiser un volant de chômage, elle entend se servir des contrats à durée limitée pour organiser le chômage, en contingentant le mieux possible les entrées et les sorties de France dès immigrés en fonction des besoins fluctuant de main d'œuvre dans telle branche d'industrie pendant une période donnée.

REFUSONS LA MISE EN PLACE DU CONTROLE DE L'IMMIGRATION!

EXIGEONS LA CARTE DE TRAVAIL POUR TOUS LES IMMIGRES, DES LA PREMIERE EMBAUCHE, PERMANENTE ET VALABLE POUR TOUTES LES PROFESSIONS, DANS TOUTE LA FRANCE !

SOUTIEN TOTAL A LA LUTTE DES SANS-PAPIERS !

Franck Perreux.

OUI, IL FAUT UN QUOTIDIEN COMMUNISTE !

Camarade, je lis Front Rouge régulièrement depuis quelques mois. J'ai été surtout intéressée par des reportages comme celui fait à Sochaux, sur Liévin aussi. Je pense que la création de l'organisation des jeunes est quelque chose d'important. Les articles sur les femmes, par exemple, j'ai pu m'en servir pour discuter avec des amies, ils m'ont aidé à voir plus clair. Pourtant, sur encore pas mal de questions, je sens qu'il me manque des arguments. Dans notre région, presque tous les enfants des paysans sont obligés de partir pour trouver du travail à Angoulême. Pour nous tous, ça pose de gros problèmes de transports. Je crois qu'un quotidien nous aiderait à parler de ça, d'autant que ce serait plus facile à distribuer qu'un hebdomadaire. Bien que je sois au chômage depuis plus d'un mois, après avoir fait plusieurs boîtes d'intérim, je prends tout de suite un abonnement de 6 mois au quotidien et je compléterai dès que je pourrai. Je vais en parler avec d'anciennes camarades de travail, pour qu'il y ait d'autres abonnements. Chaque jour, on entend des mensonges à la radio, à la télé. Avec le quotidien, on pourra dire chaque jour ce qui se passe vraiment!

A.P. Angoulême.

pour que paraisse, en septembre 75, un quotidien communiste, je souscris dès aujourd'hui un abonnement à FRONT ROUGE QUOTIDIEN

1 an 250 F	3 mois 80 F	Nom .....
		Prénom : .....
		Profession .....
6 mois 150 F	1 mois 80 F	Adresse .....
		.....

Cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyez-le à F.R. BP 161 - 75864 Paris Cedex 18

Congrès de pau : la tactique du PS
TOUJOURS GARDER DEUX FERS AU FEU

Au congrès du PS à Pau, (du 31 janvier au 2 février), 4 «motions d'orientation» seront présentées. En fait, il y aura 2 pôles principaux: la motion nº 1 de Mitterrand et la motion nº 2 du C.E.R.E.S.

Cela signifie que toute une série de regroupements se sont opérés:

- autour de la motion nº1, derrière Mitterrand, Mauroy et Deferre, on retrouve Savary, opposant à Mitterrand en 1971, Poperen qui jusque là impulsait sa propre tendance, Martinet transfuge du CERES, Chandernagor partisan depuis toujours de l'alliance avec les centristes et adversaire notoire de la stratégie d'Union de la Gauche. A qui s'adjoignent Rocard et Chapuis, fraichement débarqués du PSU. C'est cette motion qui a toutes chances de l'emporter très largement.
- Autour de la motion nº 2, la tendance CERES qui,jusqu'alors soutenait Mitterrand et avait des sièges au Comité Directeur.

Il s'agit donc, à première vue, d'un renversement d'alliances.

Sur quoi portent les divergences?

- Sur les élections municipales: pour Mitterrand, «le PS n'accordera son soutien qu'à des listes composées d' **hommes et de femmes** souscrivant aux options du Programme Commun», formule qui laisse la porte très largement ouverte.... D'autant plus que Hinterman, signataire de la motion Mitterrand, propose de l'ouvrir toute grande en précisant: «d'hommes et de femmes souscrivant aux options du Programme Commun dans le **domaine municipal**». Au contraire, le CERES demande de «rechercher dans tous les cas les conditions d'une alliance avec les **formations** signataires du Programme Commun». Le CERES s'en tient donc aux exigences du P«C»F qui dénonce les coalitions municipales socialo-centristes et s'inquiète de la réforme électorale en préparation qui, de l'aveu même de Lecanuet doit servir à briser, lors des prochaines municipales, l'Union de la Gauche, au détriment du P«C»F.
- Sur les rapports avec le P«C»F: pour la motion Mitterrand, le P«C»F s'est engagé dans une polémique injustifiée. Donc, pas d'action commune avec le P«C»F tant qu'il n'aura pas cessé ses attaques contre le PS. Pour le CERES au contraire, la querelle ne doit pas empêcher de débattre et d'agir en commun. Là encore, il rejoint les positions du P«C»F.
- Enfin, sur la question-clé de la participation au gouvernement en cas de victoire de la gauche aux législatives, la motion Mitterrand souligne: «quelles que soient les hésitations de ses partenaires, le PS prendrait, quant à lui, ses responsabilités», c'est à dire irait au gouvernement, au besoin sans le P«C»F. Au contraire, le CERES, qui est sans doute prêt à faire de même, préfère rester muet sur la question et ne pas heurter le P«C»F.

Ainsi, avec la motion 1, le PS se ménage les possibilités de manœuvre pour se détacher, au moment voulu, du P«C»F. Au contraire le CERES semble vouloir s'en tenir «loyalement» à l'alliance P«C»F/PS.

Pourquoi ce renversement d'alliances? Pourquoi ces divergences? On ne peut les comprendre qu'à partir de l'évolution du P.S. face à la situation politique.

D'Epinay (71) à Pau (75), Mitterrand a mené l'opération de renflouement de la vieille SFIO discréditée. En lui refaisant un visage de «gauche». D'une part, en concluant une alliance avec le P«C»F, d'autre part, en mettant en avant le CERES et sa phraséologie révolutionnaire sur l'auto-gestion. Quadruplement des effectifs, influence électorale tendant à surpasser celle du P«C»F: l'opération, aujourd'hui, a bien réussi. Elle a été complétée par les «Assises du socialisme» qui ont permis au PS, par le biais de responsables CFDT, de s'assurer un moyen de pénétration dans le mouvement syndical.

A présent, le PS n'a plus tellement besoin de la caution de «gauche» du CERES. Rocard et les responsables cédétistes ralliés suffisent. Le PS est désormais en mesure de jouer à plein son rôle de parti charnière. D'autant plus que la situation politique évolue dans ce sens: la nouvelle équipe gouvernementale, ne disposant pas d'une majorité homogène, laisse ouverte la possibilité, pour faire face à la montée des luttes, de faire appel au PS tout en laissant le P«C»F à l'écart du pouvoir pour ne pas user prématurément cette dernière carte.

Cela ne veut pas dire que le PS est près de rompre son alliance avec le P«C»F: pour le moment, le PS peut par l'entremise du CERES, resserrer ou distendre, au besoin, ses liens avec le P«C»F. Mais il se donne, en même temps, les moyens de préparer une rupture. Ainsi, le PS est prêt à travers diverses combinaisons, à toutes les formes de collaboration de classe. Tel est le fond de ce congrès de Pau, d'où doit sortir, selon Mitterrand, le «grand parti des socialistes». Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces politiciens bourgeois pas plus que de leurs rivaux du P«C»F.

LIP... VU PAR LE P.S....

Sous ce titre, «l'Unité», hebdomadaire du P.S., célèbre à sa façon l'accord de Dôle imposé à la bourgeoisie par les travailleurs de Lip, en donnant la parole non pas à ceux qui mènent la lutte mais... au nouveau PDG: Neuschwander, présenté comme un patron modèle. Alors que les ouvriers de Lip ont dû mener une âpre lutte pour obliger Neuschwander à respecter les accords qu'il avait signés sur le réemploi de tous à Palente, celui-ci attribue à ses seules capacités et à sa bonne volonté, sans parler un instant de la lutte des ouvriers, le respect des accords de Dôle.

«Cela fait 25 ans que je me sens socialiste», **déclare Neuschwander**, «je n'ai jamais cessé de l'être, je n'ai pas l'impression d'avoir changé parce que je suis PDG». **C'est certain on peut être patron et membre du PS, rien d'incompatible au contraire, puisqu'il y a au PS plus de patrons que d'ouvriers. Quand dans les différentes motions présentées au Congrès, il est question de développer des sections d'entreprise, il n'est pas précisé en direction de qui. Patrons, cadres et ouvriers pourront donc se retrouver dans la même section, c'est cela le socialisme du PS, une fois dépouillé de toutes ses phrases creuses sur l'autogestion.**

A PROPOS DE LA VISITE DE SADATE A PARIS...

Avant de se rendre en visite officielle à Paris, Sadate, Président de la République Egyptienne a livré au «Monde» une interview qui a eu un grand retentissement. Il y expose essentiellement sa politique extérieure.

De fait, elle illustre bien, à partir du cas spécifique de l'Egypte la situation des pays du Moyen-Orient, soumis à la double pression des deux superpuissances.

Pour faire face à la menace permanente d'agression de l'Etat sioniste, tête de pont de l'impérialisme US dans la région, la bourgeoisie égyptienne s'est tournée vers le social-impérialisme. C'est Sadate surtout qui a acheté massivement des armes à l'URSS, concédé des bases navales et aériennes, introduit des milliers d'«experts» soviétiques. Pour les chasser ensuite en 1972: l'ingérence soviétique se faisait trop pesante. Appelés pour renforcer le potentiel militaire de l'Egypte, les Soviétiques étaient et demeurent hostiles à toute action militaire, même limitée contre Israël! La situation de «ni guerre, ni paix» leur convenant mieux pour consolider leur influence.

Malgré tous ces griefs, Sadate se montre incapable de se dégager vraiment de l'emprise soviétique. De lourds emprunts pèsent sur l'Egypte: **«l'année dernière nous avons dû verser un milliard de francs pour le règlement des dettes pour l'achat d'armements et de biens d'équipement»**. Et Sadate quémande des moratoires auprès de Brejnev. D'autre part, et surtout il lui est impossible de rompre le «traité d'amitié soviéto-égyptien», car, dit-il, **«nous ne pouvons pas renoncer à l'armement russe, car aucune autre puissance n'est en mesure de se substituer à l'URSS dans ce domaine»**.

Alors Sadate cherche une issue dans un rapprochement avec l'impérialisme US: Kissinger lui propose de «faire pression» sur Israël qui rendrait à l'Egypte ses puits de pétrole, une partie du Sinaï et permettrait la réouverture du canal de Suez, source importante de revenus. Déjà les bonnes relations de Sadate et de Kissinger ont favorisé l'octroi de prêts importants du Shah d'Iran à l'Egypte. En échange de quoi? on le comprend assez clairement: l'Egypte se retirerait pratiquement du front de bataille sous divers prétextes.

La Syrie? **«elle est dotée d'un matériel de guerre équivalent en quantité et en qualité à celui d'Israël»**. Le Liban? **«nous n'avons pas d'engagement précis à l'égard de Beyrouth»**. Si Israël proposait à Hussein de reprendre la Jordanie? **«Aux chefs d'etat arabes de décider»**. Les Palestiniens? Qu'ils constituent un gouvernement en exil....

Ainsi Sadate, parait-il, prie dieu pour la guérison de Brejnev, et appelle Kissinger familièrement par son prénom. Mais pour les masses égyptiennes, Brejnev c'est la situation intenable de «ni guerre ni paix» et Kissinger c'est la capitulation tout aussi inacceptable. Sadate a beau lancer: **«les problèmes intérieurs sont les cadets de mes soucis»**. Les masses égyptiennes ont joué un rôle majeur dans le déclenchement de la guerre d'Octobre, et elles aspirent toujours à la reconquête des territoires occupés, à soutenir la lutte du peuple palestinien. Elles sont dans leur fond opposées au défaitisme de la bourgeoisie égyptienne, prête pour préserver ses privilèges, à monnayer l'indépendance nationale à l'une ou l'autre des deux super-puissances. Ce sont les masses égyptiennes qui, en définitive, feront échouer les visées des deux super-puissances.

URSS ET USA, PRINCIPAUX FAUTEURS DE GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Pour la 3ème fois depuis le début de l'année, Ford a brandi la menace d'une opération militaire US contre les pays producteurs de pétrole. La menace se précise.

- la presse américaine révèle l'existence d'un plan d'agression contre les pays producteurs du Moyen Orient : 20.000 soldats, 250 avions seraient lâchés dans le Golfe Arabe, contre les puits de pétrole d'Arabie Séoudite, d'Abou Dhabi, du Koweït.
- les préparatifs d'une 5ème guerre d'agression à partir d'Israël se poursuivent : Washington équiperait bientôt Israël de 200 fusées capables de porter des têtes nucléaires.
- le porte-avion «Enterprise» de la VIIème flotte US (dans le Pacifique) est arrivé au bord du Golfe Arabe.
- l'impérialisme US vient d'obtenir du sultant Kabous (Oman) et de l'Angleterre, l'autorisation d'installer une base dans l'île de Massirah qui contrôle la sortie du Golfe.

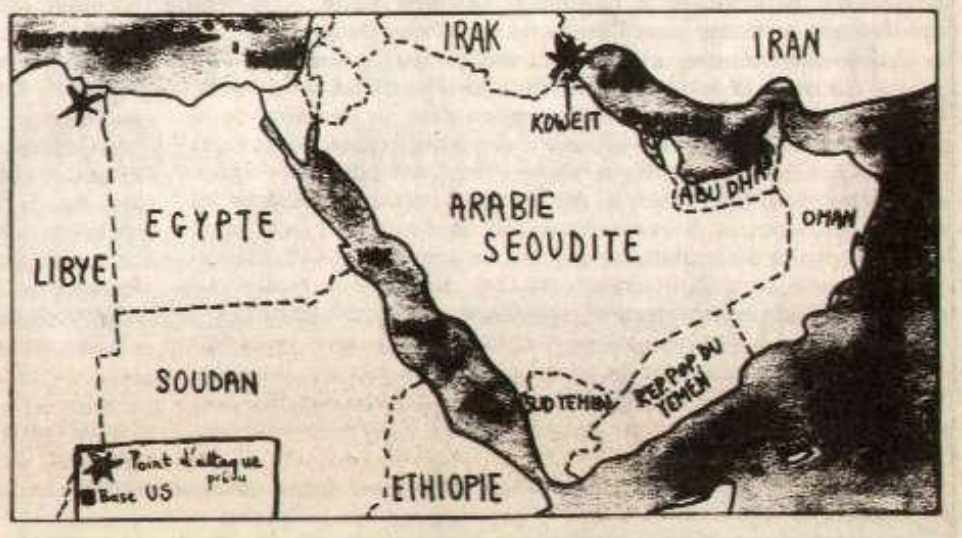
Ces préparatifs d'agression montrent que l'impérialisme US s'inquiète de plus en plus du développement des mouvements de libération nationale dans cette région, comme celui d'Oman, du mouvement des pays du tiers-monde pour récupérer leurs richesses. Là où il pillait et régnait en maître il y a quelques années, il doit à présent recourir à la menace militaire ouverte pour maintenir son contrôle. Mais ces préparatifs d'agression montrent aussi qu'il n'est plus le seul à prétendre au contrôle de cette région, immense réservoir de pétrole.

En Méditerranée, le social-impérialisme soviétique a en quelques années, introduit progressivement une flotte de guerre supérieure, maintenant, en nombre d'unités à la VIIème flotte US. Il a réussi à se faire accorder des droits de mouillage dans plusieurs ports, comme en Syrie. Dans l'Océan Indien, la flotte de guerre soviétique croise maintenant en permanence, dispose de ports d'attache - notamment en Inde - et fait face à la flotte US. Sous prétexte de les aider à lutter contre la menace permanente d'agression d'Israël, par des ventes massives d'armes, l'envoi d'experts, un système de crédits, le social-impérialisme a tissé tout un réseau de liens d'assujettisement plus ou moins directe avec des pays comme la Syrie, l'Irak et aussi l'Egypte.

Contrôler le Moyen Orient, c'est contrôler une zone stratégique capitale, à la jonction de 3 continents, c'est surtout contrôler ses immenses ressources en pétrole et par là, disposer d'un formidable moyen de pression sur les pays d'Europe de l'Ouest qui en dépendent très largement pour leur approvisionnement. Ainsi, les 2 super-puissances s'efforcent en permanence, par toutes sortes de moyens, de consolider, d'étendre leur influence l'une aux dépens de l'autre «pacifiquement» dans cette région du monde. Mais dans le même temps, elles y renforcent directement ou par vassaux interposés leur potentiel d'intervention militaire, elles se préparent à déclencher, au besoin, un conflit ouvert, qui pourrait prendre, étant donné l'importance de l'enjeu, les dimensions d'un conflit mondial.

Aujourd'hui, la perspective d'une prochaine réouverture du canal de Suez vient aiguiser encore la rivalité entre les deux super-puissances, car à la fois elle modifierait les routes du pétrole, et elle permettrait une coordination beaucoup plus aisée entre la flotte soviétique en Méditerranée et la flotte soviétique dans l'Océan Indien.

Le danger de guerre s'accroit au Moyen Orient aujourd'hui. Et il est de nature à impliquer un jour ou l'autre les pays d'Europe. Nous devons largement dénoncer les principaux fauteurs de guerre : les USA et tout particulièrement l'URSS, dans la mesure où il est encore capable, vis à vis des masses de recouvrir d'un masque «socialiste» ses agissements de super-puissance impérialiste cherchant à s'assurer l'hégémonie mondiale.



la nouvelle crise gouvernementale au Portugal

Une nouvelle crise gouvernementale secoue l'équipe au pouvoir au Portugal. Comme point de départ, le débat sur le syndicat unique, le Parti Socialiste de Mario Soarès et le P«C»P révisionniste se sont affrontés, Soarès menaçant même de retirer les ministres socialistes du gouvernement si le principe d'un syndicat unique était adopté. Le P«C»P, soutenait au contraire ainsi que le Mouvement des Forces Armées le projet d'un syndicat unique, légalisant l'Intersyndicale mise sur pied, après la chute de Caetano. Pour lui, c'est un moyen privilégié pour tenter d'élargir et de consolider son influence déjà importante au sein du mouvement syndical. Dans la perspective des élections prochaines de Mars/Avril dont l'issue est incertaine après les décennies de fascisme, s'assurer une large emprise sur le mouvement syndical est bien sûr un atout important que veut se donner le P«C»P. Le PS, au contraire nettement moins influent dans les syndicats, a adopté la même position que l'Eglise et la droite traditionnelle reconvertie en différents partis à étiquette «démocratique»: un syndicat unique ne fait pas son affaire, car il diminue d'autant ses chances électorales et ses moyens d'implantation dans le mouvement syndical. Dans cette bataille pour le pouvoir, le peuple portugais est avant tout considéré comme des électeurs à gagner que ce soit pour les socialistes ou les révisionnistes. Car les deux partis bourgeois se sont bien entendus, après le 25 Avril la chute du fascisme, quand il s'est agi de brider les luttes populaires, de «modérer» le châtiment des fascistes réclamé par les masses. Ils se sont bien entendus encore, quand il s'est agi de demander aux travailleurs une journée de travail gratuite pour aider le patronat à surmonter des difficultés économiques ou quand ils ont multiplié leurs efforts pour tenter de transformer le système colonialiste portugais en un système néo-colonial. Quant au fond, tous deux sont des partis bourgeois. D'un côté Soarès fait le tour des capitales d'Europe pour quémander de l'aide aux sociaux démocrates au pouvoir qui le considèrent comme **«le seul garant de la liberté au Portugal»**. *Il est très bien reçu à Washington et n'a pas hésité à déclarer que* **«les Etats-Unis ont intérêt à consolider la démocratie à Lisbonne»**.

Pourtant la C.I.A. n'a manifestement pas désarmé, pas plus que les fascistes qui se regroupent en toute légalité «démocratique», ainsi un centre soi-disant démocrate et social qui s'est constitué en parti «légal» mais dont le Congrès a été recemment assiégé à Porto par une manifestation populaire antifasciste. De l'autre côté Cunhal dirigeant du parti révisionniste portugais affirme que l'objectif du gouvernement **«ne prévoit pas de réforme profonde de la structure économique et sociale»** *et propose une* **«stratégie antimonopoliste»** *et des* **«profits plus réduits, qui se rapprochent du taux moyen de profit à l'échelle nationale»** *pour ces mêmes monopoles!*

Cunhal, ministre d'Etat du gouvernement actuel, se charge de développer les relations avec l'URSS de Brejnev et les pays révisionnistes d'Europe de l'Est qui en dépendent.

A travers cette lutte entre le parti social-démocrate et le parti révisionniste, pour la main-mise sur le mouvement syndical, pour gagner les élections, se font jour les pressions des deux super-puissances. Le Portugal est un pays relativement petit, mais il constitue un enjeu important: façade atlantique de l'Europe du Sud, il contrôle le débouché de la Méditerranée; d'autre part, il est un relais précieux pour pénétrer dans ses vastes ex-colonies d'Afrique (Angola, Mozambique) aux immenses richesses.

L'impérialisme américain, avec la chute du salazarisme, son fidèle allié, a subi un revers mais est loin d'avoir perdu toutes ses fonctions. Le social-impérialisme a vu s'ouvrir cette brèche dans le dispositif US en Europe et mise pour l'exploiter, sur la présence des révisionnistes au Portugal. L'une et l'autre super-puissance s'efforcent d'exploiter la situation politique en plein bouleversement du pays, à leurs profits. Et, il n'est nullement exclu qu'elles en viennent un jour, sous un prétexte ou un autre, à intervenir beaucoup plus ouvertement, directement au Portugal.

C'est seulement en affirmant sa volonté révolutionnaire, en rejetant le réformisme et le révisionnisme que le peuple portugais écartera le danger d'un retour du fascisme, arrachera son pays aux tentatives de main-mise des deux super-puissances.

RENFORCEMENT DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT EN CHINE

discours de Chou En Lai devant l'Assemblée Nationale (1)

Députés,

Sur décision du Comité Central du Parti Communiste Chinois, je vais présenter, au nom du conseil des affaires d'état, un rapport sur les activités du gouvernement à la 4ème Assemblée Populaire Nationale.

Depuis la 3e Assemblée Populaire Nationale, l'évènement de la plus haute importance dans la vie politique du peuple de nos différentes nationalités a été la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne que le président Mao, notre grand dirigeant, a déclenchée et dirigée en personne. Cette grande révolution est, dans son essence, une grande révolution politique que le prolétariat a menée contre la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses. Elle a détruit les deux quartiers généraux de la bourgeoisie, celui de Liou Chao-Chi et celui de Lin Piao, et écrasé leurs complots de restauration du capitalisme. Et le mouvement de critique de Lin Piao et de confucius, qui se développe actuellement dans toutes les régions du pays, constitue la continuation et l'approfondissement de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. La victoire de celle-ci a consolidé la dictature du prolétariat en Chine, fait progresser l'édification socialiste, et apporte la garantie que notre pays se tient aux côtés des peuples et nations opprimés du monde entier. Cette grande Révolution a apporté une expérience nouvelle de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, elle revet une grande signification historique et son influence est profonde et durable.

●

Dans la Grande Révolution Culturelle comme dans le mouvement de critique de Lin Piao et de confucius, le peuple de nos différentes nationalités a développé sur une vaste échelle le mouvement de masse pour l'étude du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsetoung, et il a élevé son niveau de conscience en ce qui concerne la lutte de classes et la lutte entre les deux lignes. Quant à la lutte-critique-transformation dans le domaine de la superstructure, elle a enregistré d'importants succès. Le comité révolutionnaire qui incarne la triple union des personnes âgées, des personnes d'âge moyen et des jeunes, a permis de resserrer les liens avec les masses. Très nombreux, les continuateurs de la cause révolutionnaire du prolétariat gagnent en maturité. La révolution prolétarienne dans la littérature et l'art, marquée du sceau des pièces modèles révolutionnaires, se développe en profondeur.

La révolution dans l'enseignement et la santé publique témoigne d'une grande vitalité: la masse des cadres et les ouvriers, paysans, soldats, élèves et travailleurs du commerce suivent avec perséverance la voie du «7 mai»; les médecins aux «pieds-nus», dont le nombre atteint le million, deviennent de plus en plus capables. Près de 10 millions de jeunes ayant de l'instruction sont allés dans les régions rurales; le contingent des théoriciens marxistes où sont entrés des ouvriers, paysans et soldats voit grossir ses rangs. L'avènement de toutes ces réalités nouvelles a renforcé, dans le domaine de la superstructure, la dictature intégrale du prolétariat sur la bourgeoisie, ce qui est d'autant plus favorable à la consolidation et au développement de l'infrastructure économique du socialisme.

●

Nous avons accompli avec dépassement le troisième plan quinquennal, et le quatrième plan quinquennal sera, lui aussi, réalisé avec succès en 1975. Notre agriculture a enregistré de bonnes récoltes treize années consécutives, et l'accroissement de la valeur globale de la production agricole pour 1974 est, selon les estimations, de 51 pour cent par rapport à 1964. Cela montre avec éclat la supériorité du système de la commune populaire. Depuis la libération du pays, notre population s'est accrue de 60 pour cent, mais la production des céréales a augmenté de 140 pour cent et celle du coton de 470 pour cent. C'est ainsi qu'un pays comme le notre, qui compte près de 800 millions d'habitants, est à même de pourvoir aux besoins essentiels de la population en nourriture et en habillement. On estime à 190 pour cent l'accroissement de la valeur globale de la production industrielle pour 1974 par rapport à 1964. La production des principaux produits a augmenté dans de grandes proportions: acier: 120 pour cent, charbon: 91 pour cent, pétrole: 650 pour cent, énergie électrique: 200 pour cent, engrais chimiques: 330 pour cent, tracteurs: 520 pour cent, filés de coton: 85 pour cent, fibres chimiques: 330 pour cent. Au cours des dix années écoulées, nous avons réalisé, en comptant sur nos propres forces, 1100 projets de grande ou moyenne importance, procédé avec succès à l'essai de la bombe à hydrogène et lancé des satellites artificiels de la terre. En contraste avec la situation économique houleuse et l'inflation dans le monde capitaliste, les recettes et dépenses budgétaires de notre pays sont équilibrées, nous n'avons ni dettes extérieures, ni dettes intérieures. Les prix sont stables, la vie de la population s'améliore graduellement, l'édification socialiste, en plein essor, respire la prospérité. Les réactionnaires de l'intérieur comme de l'extérieur avaient affirmé que la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne allait inévitablement saper le développement de notre économie nationale, les faits leur ont maintenant donné une réplique cinglante.

●

Nous avons remporté, avec les autres peuples du monde, des victoires importantes dans la lutte contre le colonialisme,

l'impérialisme et, en particulier, l'hégémonisme des superpuissances. Nous sommes venus à bout de l'encerclement, du blocus ainsi que des activités d'agression et de subversion de l'impérialisme et du social-impérialisme, et nous avons resserré notre unité avec les peuples des autres pays et surtout avec ceux du tiers monde. Notre pays s'est vu restituer aux nations unies le siège dont il avait été privé illégalement pendant de longues années. Le nombre des pays qui ont des relations diplomatiques avec la Chine atteint la centaine, tandis que celui des pays et territoires avec lesquels nous avons des relations économiques et commerciales et des échanges culturels dépasse 150. Notre lutte bénéficie largement de la sympathie et du soutien des peuples des différents pays. Nous avons des amis partout dans le monde.

●

Aguerris dans la Grande Révolution Culturelle et le mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius, le peuple de nos différentes nationalités est plus uni, notre armée plus puissante, et notre grande patrie plus solide encore. Tous nos succès sont autant de grandes victoires du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsetoung, de grandes victoires de la ligne révolutionnaire du président Mao.

A SUIVRE

2 ans après la signature des accords de vientiane

GRANDES VICTOIRES DU PEUPLE LAO

Il y a près de deux ans qu'ont été signés les accords de Vientiane sur le Laos, le 21 Février 1973. Ces accords sanctionnaient la défaite de l'impérialisme U.S. dans sa tentative d'imposer au Laos sa domination néo-coloniale. Les deux années écoulées sont deux années de lutte pour l'application des accords.

Le principal obstacle à l'application de l'accord était et reste la volonté de l'impérialisme U.S. de se maintenir au Laos. C'est seulement au mois d'Avril 1974 qu'ont pu être mis en place les deux organismes prévus par les accords de Vientiane: le gouvernement provisoire d'Union Nationale et le Comité Politique National Consultatif, formés l'un et l'autre sur une base d'égalité de membres des deux parties (l'ancien gouvernement de Vientiane et le Front Patriotique Lao). Peu de temps auparavant, les villes de Vientiane, capitale de la droite, et Luang - Prabang, capitale royale, étaient neutralisées: les deux villes sont administrées conjointement par les deux parties, des forces militaires mixtes assurent la sécurité, toutes les autres forces doivent se retirer hors d'un périmètre de sécurité autour de la ville. Après avoir libéré les quatre cinquièmes du territoire, les forces patriotiques laos ont ainsi pénétré dans les capitales, qui étaient un bastion de la droite, instrument de l'impérialisme U.S.

L'année 74 a marqué ainsi de grandes victoires pour le peuple lao, dans l'application des accords de Vientiane, réduisant les possibilités de manœuvre de l'impérialisme U.S. Cependant elles restent nombreuses. Les troupes mercenaires mises sur pied par la C.I.A. ont été non pas demantelées mais en partie intégrées aux forces de droite, en partie utilisées pour l'espionnage dans la zone libérée. Les troupes thaïlandaises on été massées à la frontière commune et font des incursions en territoire lao dans le but de saboter les accords en empêchant l'établissement du cessez-le-feu. Le général Vang Pao lui même, chef des mercenaires de la C.I.A., a été intégré au Q.G. 333 en Thaïlande, base de coordination des opérations U.S. en Indochine, ce qui prouve que les yankees n'ont pas renoncé à se maintenir au Laos.

Les forces de la droite tentent par tous les moyens de s'opposer à la réalisation des accords: en empêchant le cessez-le-feu d'abord, en retouchant localement la réalisation des accords, en lançant des opérations d'empiètement contre la zone libérée qui sont violemment combattues par les forces patriotiques et la population, en essayant d'introduire dans les villes neutralisées des forces militaires supplémentaires pour réprimer la population et s'assurer une position de force dans ces points clefs dans la période actuelle; en tramant des complots pour faire un coup de force, susciter des émeutes, tous inspirés et financés par la C.I.A. Les U.S.A. utilisent même l'aviation de Saïgon pour bombarder les zones libérées.

Les manœuvres de la droite sont contrecarrées fermement par les Forces Patriotiques Laos, condamnées par le Gouvernement Provisoire d'Union Nationale, qui est obligé de se référer aux accords de Vientiane, que défendent fermement les ministres du Front Patriotique Lao, parmi lesquels Vong Vichit, vice premier ministre et ministre des Affaires Etrangères. Elles sont aussi et surtout combattues par les masses dans les deux capitales.

La lutte pour l'application des accords de Vientiane est l'affaire du peuple lao qui s'en est emparé; d'abord parce que la neutralisation des capitales a permis aux masses de s'organiser en associations, en syndicats, ensuite parce que les accords de Vientiane d'une part et les résolutions du Conseil Politique National Consultatif d'autre part assurent l'instauration des libertés démocratiques au Laos. La lutte de masse est aussi devenue un facteur déterminant pour l'application des accords. Les ouvriers d'entreprise, les fonctionnaires d'administration ou même de l'U.S. AID se mettent en grève, non seulement pour obtenir des revendications de salaire ou de conditions de travail, mais aussi pour exiger le départ de tel directeur, de tel dirigeant, qui a eu une activité pro-yankee, qui sabote l'application des accords. Aucune manœuvre n'échappe à la vigilance des masses, toutes reçoivent une riposte: trois députés de l'Assemblée, aujourd'hui dissoute, avaient pris l'initiative de collecter des fonds pour protéger Vientiane contre «l'agression Nord Vietnamienne» et pour réclamer le départ des «Nord-Vietanimens». C'était une provocation contre la présence des forces patriotiques laos, présentées comme Nord-Vietnamiennes. Une manifestation a assiégé l'assemblée, les députés ont dû demander au gouvernement de venir les libérer, et abandonner leur initiative.

Alors que le rapport des forces a évolué en faveur du G.R.P. au Vietnam, depuis les accords de Paris, alors que la bataille de Phnom Penh est entrée dans une phase capitale, l'impérialisme US ne peut pas espérer non plus voir la situation évoluer favorablement pour lui au Laos. La lutte des trois peuples indochinois a déjà contraint l'impérialisme U.S. à reculer dans toute l'Asie du Sud Est. Le peuple lao avait apporté une contribution importante à cette victoire.

Depuis 1973, au côté des autres peuples indochinois, il a lutté pour que le Laos soit vraiment indépendant; quelles que soient les menées de l'impérialisme U.S., le peuple lao ne les craint pas, car il a déjà remporté une victoire sur l'impérialisme U.S., il ne pliera jamais.

Vient de paraître

révolution prolétarienne

Nº 2 - REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCR (m-l)

au sommaire notamment :
- A propos du Parti de Type Nouveau (1)
- Premier bilan de la grève des postes
- .....

PASSEZ VOS COMMANDES :
REVOLUTION PROLETARIENNE BP 267.
75866 PARIS CEDEX 18 PRIX 5F (plus port : 1f)

abonnez vous
FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE		
pli normal	1 an	80 F
	3 mois	20 F
pli fermé	1 an	160 F

POUR L'ETRANGER
écrire au journal qui fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom
Prénom
Adresse
Profession

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

Imp. RFI / Dr de Publication C. Rey / Nº de Commission Paritaire 51.165 / distribué par les NMPP